

PARLAMENTO PARLAMENT PARLAMENTET
KOINOBAYAO PARLIAMENT PARLEMENT
PARLAMENTS PARLAMENTAS
IL-PARLAMENT PARLAMENTTI

REGISTRE PUBLIC - ACCES AUX DOCUMENTS

Bruxelles, le 10 avril 2006
PRES-A-REGISTRE/D(2006)20149

NOTE À L'ATTENTION DE MONSIEUR G. GARZON CLARIANA
JURISCONSULTE

Objet: Groupe de travail Interinstitutionnel sur l'accès aux documents
(réf. D-16191 -)
(réf. D-304694 -)
(réf. D-304695 -).

Veuillez trouver ci-joint pour votre information copies des lettres adressées par Mr Harald RØMER, Secrétaire-général adjoint, à la Commission européenne et au Conseil en vue de la constitution du Groupe de Travail dont la création a été décidée lors de la réunion de la commission interinstitutionnelle, prévue par le Règlement CE 1049/2001 et qui s'est tenue le 11 novembre 2005.

En ce qui concerne le sous-groupe juridique, je vous serai reconnaissante de bien vouloir désigner un de vos collaborateurs comme membre car il a été en effet convenu entre les secrétaires généraux que ce groupe devrait être composé de juristes travaillant dans le secteur de l'accès aux documents.

Annexes

Arrivé Service Juridique
le 11 AVR. 2006

CC:

PARLAMENTO PARLAMENT PARLAMENTET
KOINOBYO AIO PARLIAMENT PARLEMENT
PARLAMENTS PARLAMENTAS
IL-PARLAMENT PARLAMENTTI



REGISTRE PUBLIC - ACCES AUX DOCUMENTS

PRES-A-REGISTRE D(2006)16191
Bruxelles, le 22 mars 2006

NOTE A L'ATTENTION DE M. HARALD RØMER

SECRETAIRE GENERAL ADJOINT

Objet : Suites de la réunion interinstitutionnelle "accès aux documents au niveau des Secrétaires généraux" qui s'est tenue le 11 novembre 2005

Dans le contexte de l'adoption en commission du rapport Cashman sur l'accès aux documents et en prévision de son adoption en plénière en avril, une réunion des Services du Registre des trois institutions a eu lieu le 15 mars 2006 à notre initiative afin d'examiner les aspects pratiques de la création d'un groupe de travail interinstitutionnel tel que prévu lors de la réunion interinstitutionnelle du 11 novembre 2005.

L'objectif premier de ce groupe de travail est d'examiner, dans le cadre de l'actuel Règlement (CE) n° 1049/2001, les améliorations à apporter aux conditions d'accès du grand public aux documents à travers les registres existants. En coordonnant les sites sur Internet et les réseaux d'information et de documentation, les trois institutions pourraient ainsi donner une suite immédiate aux recommandations contenues dans le rapport Cashman et notamment sa recommandation n° 5, faciliter l'accès du grand public aux documents.

Les services du Registre ont également constaté qu'il fallait saisir l'occasion de la création de ce groupe de travail pour examiner les questions suivantes :

- Compatibilité des règles d'accès spécifiques avec le régime général du règlement (CE) n° 1049/2001, c'est-à-dire, la codification des règles accordant un accès privilégié, allant au-delà du droit d'accès du public (*lex specialis*), notamment dans les domaines : Statut des fonctionnaires, Marchés publics, Audits, Politique de la concurrence (Aides d'Etat, Fusions/Cartels) et Politique Antidumping;
- Pratiques administratives des trois institutions à la lumière de la jurisprudence sur l'accès aux documents
- Compatibilité des dispositions du règlement (CE) n°1049/2001 avec les dispositions de la Convention de Århus sur l'accès à l'information environnementale

/..

Nous avons été informées par la Commission que la consultation publique sur la possible révision du Règlement (CE) n°1049/2001 serait lancée à l'automne sur la base d'un Livre Vert qui sera présenté au cours de l'été.

Dans ces conditions, le groupe de travail pourrait travailler en parallèle, pendant la période de la consultation publique, et présenter ses résultats à la fin de l'année à l'occasion d'une réunion de la Commission Interinstitutionnelle au niveau politique qui pourrait se tenir pendant la Présidence finlandaise.

Vu que le groupe de travail devrait examiner tant les questions techniques liées à l'amélioration des interfaces des Registres que les questions juridiques liées à la jurisprudence et la hiérarchie des normes entre le Règlement (CE) n° 1049/2001 et autres actes juridiques, nous proposons que le groupe de travail soit divisé en deux sous-groupes :

- A) l'un technique chargé d'examiner les possibilités techniques de mise en œuvre de la recommandation 5 du Rapport Cashman. Ce groupe technique serait composé des responsables/administrateurs des Registres des trois institutions, un expert IT et, si nécessaire, un représentant de l'OPOCE (en tant que gestionnaire de EURLEX). Le "produit" de ce groupe de travail serait une proposition pour un portail d'accès aux documents amélioré sur "Europa.eu.int", bientôt "Europa.eu". Ce portail intégrerait de façon plus rationnelle et accessible les bases des données EURLEX / OEIL-PRELEX et Registres individuels à travers un point unique d'accès et de recherche sans pour autant supprimer les Registres individuels de chaque institution.
- B) l'autre juridique chargé d'examiner les questions juridiques citées plus haut. Il serait composé des juristes chargés des questions liées à l'accès aux documents dans les trois institutions.

Conclusions

En supposant que ces propositions vous agréent, nous vous présentons un projet de lettre (voir annexes) à votre signature qui serait adressé à vos homologues des autres institutions afin que le groupe de travail soit créé au plus vite et puisse commencer ses travaux en mai.

PARLEMENT EUROPEEN



LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

304694 03.04.2006

M. Hans Brunmayr
Directeur général
Secrétariat du Conseil de l'U.E.
Rue de la Loi, 170
B - 1040 Bruxelles

Monsieur le Directeur général,

Lors de la dernière réunion de la commission interinstitutionnelle sur l'accès du public aux documents (tenue le 11 novembre 2005), il a été décidé de constituer un groupe de travail composé d'experts des trois institutions afin de préparer des mesures pratiques allant dans le sens suggéré par le rapport Cashman (A6-0052/2006) et notamment la recommandation 5 sur les modalités pratiques pour assurer un accès plus facile des citoyens aux documents.

Le rapport Cashman ayant été voté en commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures le 15 mars 2006 et devant être adopté en plénière ce mois d'avril, je vous serai gré de bien vouloir désigner les représentants de votre institution dans le groupe de travail en question afin que ceux-ci puissent entreprendre les travaux au mois de mai.

Lors de la réunion du 11 novembre 2005, et notamment sur la base du rapport d'évaluation du Règlement (CE) n° 1049/2001 présenté par la Commission, quelques aspects du régime d'accès aux documents qui méritaient une réflexion, avaient été évoqués notamment :

- le manque de règles spécifiques relatives à des droits d'accès particuliers. L'expérience montre que, à défaut de règles spécifiques, des personnes justifiant d'un intérêt personnel mais légitime invoquent le règlement (CE) n° 1049/2001 afin d'obtenir l'accès à des informations ou documents non publics. Ceci est notamment le cas pour les appels d'offres, les procédures de recrutement (Statut des fonctionnaires), les audits et les enquêtes de l'OLAF.
- la compatibilité des dispositions du règlement (CE) n° 1049/2001 avec les dispositions de la Convention de Århus sur l'accès à l'information environnementale.
- les pratiques administratives des trois institutions à la lumière de la jurisprudence sur l'accès aux documents.

Sur la base de ce qui précède, je propose que le groupe de travail examine également ces dernières questions, de nature plus juridique.

2726 FR

En conséquence, le mandat du groupe de travail comprenant des aspects techniques et juridiques, je propose qu'il soit constitué de deux sous-groupes :

- l'un technique chargé d'examiner les possibilités techniques de mise en œuvre de la recommandation 5 du rapport Cashman afin que les trois institutions coordonnent davantage les sites Internet et leurs réseaux d'information et ainsi faciliter l'accès aux Registres des trois institutions. Il devrait être composé de responsables et d'administrateurs des Registres, un expert en IT et, si nécessaire, un responsable de l'OPOCE en tant que gestionnaire de l'EURLEX.
- l'autre juridique chargé d'examiner les questions juridiques relatives aux règles spécifiques à des droits d'accès particuliers, la Convention de Århus et les pratiques administratives à la lumière de la jurisprudence. Il devrait être composé des juristes chargés des questions liées à l'accès aux documents dans les trois institutions.

Ces sous-groupes de travail pourraient présenter leurs conclusions vers la fin de l'année lors d'une prochaine réunion de la commission Interinstitutionnelle au niveau politique, sous présidence finlandaise.

J'adresse la même lettre à Mme Catherine Day, Secrétaire générale de la Commission européenne.

En espérant un accord de votre part sur ces propositions, je vous prie de croire, Monsieur le Directeur général, en l'assurance de ma meilleure considération.

Harald RØMER

PARLEMENT EUROPEEN



LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

304695 03.04.2006

Mme Catherine Day
Secrétaire Générale
Commission européenne
Rue de la Loi, 200
B - 1049 Bruxelles

Madame la Secrétaire générale,

Lors de la dernière réunion de la commission interinstitutionnelle¹ sur l'accès du public aux documents (tenue le 11 novembre 2005), il a été décidé de constituer un groupe de travail composé d'experts des trois institutions afin de préparer des mesures pratiques allant dans le sens suggéré par le rapport Cashman (A6-0052/2006) et notamment la recommandation 5 sur les modalités pratiques pour assurer un accès plus facile des citoyens aux documents.

Le rapport Cashman ayant été voté en commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures le 15 mars 2006 et devant être adopté en plénière ce mois d'avril, je vous serai gré de bien vouloir désigner les représentants de votre institution dans le groupe de travail en question afin que ceux-ci puissent entreprendre les travaux au mois de mai.

Lors de la réunion du 11 novembre 2005, et notamment sur la base du rapport d'évaluation du Règlement (CE) n° 1049/2001 présenté par la Commission, quelques aspects du régime d'accès aux documents qui méritaient une réflexion, avaient été évoqués notamment :

- le manque de règles spécifiques relatives à des droits d'accès particuliers. L'expérience montre que, à défaut de règles spécifiques, des personnes justifiant d'un intérêt personnel mais légitime invoquent le règlement (CE) n° 1049/2001 afin d'obtenir l'accès à des informations ou documents non publics. Ceci est notamment le cas pour les appels d'offres, les procédures de recrutement (Statut des fonctionnaires), les audits et les enquêtes de l'OLAF.
- la compatibilité des dispositions du règlement (CE) n° 1049/2001 avec les dispositions de la Convention de Århus sur l'accès à l'information environnementale.
- les pratiques administratives des trois institutions à la lumière de la jurisprudence sur l'accès aux documents.

Sur la base de ce qui précède, je propose que le groupe de travail examine également ces dernières questions, de nature plus juridique.

¹ Article 15, paragraphe 2 du Règlement (CE) n° 1049/2001

3728 FR

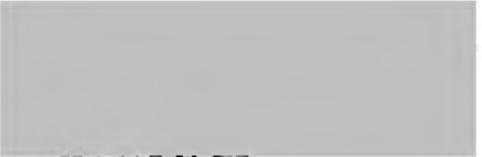
En conséquence, le mandat du groupe de travail comprenant des aspects techniques et juridiques, je propose qu'il soit constitué de deux sous-groupes :

- l'un technique chargé d'examiner les possibilités techniques de mise en œuvre de la recommandation 5 du rapport Cashman afin que les trois institutions coordonnent davantage les sites Internet et leurs réseaux d'information et ainsi faciliter l'accès aux Registres des trois institutions. Il devrait être composé de responsables et d'administrateurs des Registres, un expert en IT et, si nécessaire, un responsable de l'OPOCE en tant que gestionnaire de l'EURLEX.
- l'autre juridique chargé d'examiner les questions juridiques relatives aux règles spécifiques à des droits d'accès particuliers, la Convention de Århus et les pratiques administratives à la lumière de la jurisprudence. Il devrait être composé des juristes chargés des questions liées à l'accès aux documents dans les trois institutions.

Ces sous-groupes de travail pourraient présenter leurs conclusions vers la fin de l'année lors d'une prochaine réunion de la commission Interinstitutionnelle au niveau politique, sous présidence finlandaise.

J'adresse la même lettre à M. Hans Brunmayr, Directeur général du Conseil de l'Union européenne.

En espérant un accord de votre part sur ces propositions, je vous prie de croire, Madame la Secrétaire générale, en l'assurance de ma meilleure considération.



Harald RÖMER



LEGAL SERVICE

SJ-0382/06

D(2006)51990

Luxembourg, 02-10-2006

NOTE FOR THE FILE

This document is a confidential legal opinion which shall not be made public, in accordance with Article 4 (2) of Regulation 1049/2001 of the European Parliament and of the Council of 30 May 2001 regarding public access to European Parliament, Council and Commission documents

Re: **Interinstitutional Working Group Access to Documents**

1. On 21st of September 2006, the sub-group composed of representatives of the Legal Services met for the first time. The meeting took place in the European Parliament. The group is composed of the following members:
 - , Commission
 - , Commission
 - , Council
 - , Parliament
2. As the mandate and the agenda of the sub-group were not clearly defined, it was agreed that the group should report to the High Level Interinstitutional Group by December 2006 on the issues discussed by the group.
3. The participants agreed to discuss the following issues:
 - a) Data protection () - relation between regulations n° 1049/2001 and 45/2001
 - b) Art 4(4) and 4(5) () - consultation of third parties
 - c) " - type of applications () - repetitive applications
 - d) Deadlines ()
 - e) Court proceedings and WTO panels () - interpretation of exception contained in art. 4(2)
 - f) Erga omnes rule/Sison ()
 - g) Definition of a document / situation of databases () - interpretation of article 3(a)
 - h) the Franchet/Byk case () - necessity to provide reasons for a refusal of granting access

- i) Leges speciales () - relation between reg. n° 1049/2001 and public procurement and Staff rules
 - j) The Arhus rules () - integration of the exceptions contained in the Arhus Convention into the general scheme of reg. 1049/2001
4. The persons indicated for each subject will provide a document on the basis of which the discussion will be prepared. Meetings will be held until the end of 2006 once a month. Beyond this date, the group will meet as often as required by the circumstances, at least twice a year.
 5. On the first meeting the issue of access to submissions in pending court cases was discussed. In August 2006 Parliament received an initial request by a lawyer who is representing private parties concerned by decision 2005/717/EC of the Commission. Parliament has taken the Commission to Court on this decision, case C-14/06. The applicant and his clients do not take part in the proceedings before the court. The initial request was answered by giving access to those annexes of Parliament's application that contained documents that were already in the public domain (application of article 4(6), partial access). Parliament is now confronted with a confirmatory request.
 6. The Commission received the same request for access and denied access to all submissions and annexes.
 7. The discussion of the working group showed the following tendencies:
 - Council and Commission do not give access to any document as long as the case is pending. Once the judgement is rendered, eventually after an appeal procedure, all documents, inclusive the "mémoires" submitted to the Court, are, in principle, accessible. Only if another exception than article 4(2) second indent of regulation n° 1049/2001 applies, the document will still be withheld.
 - Parliament does not give access to the submissions ("mémoires") but to those of the annexes which contain publicly available documents. This position will be upheld even after the court has rendered its judgement to avoid that Parliament is bound in future proceedings by a position it might have adopted in an earlier case.
 8. The next meeting of the sub-group will take place on 19 October 2006 at 11.00 a.m. at the Council's Legal Service.

Seen:



LEGAL SERVICE

SJ-0382/06

D(2006)59077

Luxembourg, 31 -10- 2006

NOTE FOR THE FILE

This document is a confidential legal opinion which shall not be made public, in accordance with Article 4 (2) of Regulation 1049/2001 of the European Parliament and of the Council of 30 May 2001 regarding public access to European Parliament, Council and Commission documents

Re: Interinstitutional Working Group Access to Documents

1. On 18th of October 2006, the second meeting of the sub-group composed of representatives of the Legal Services took place. The meeting took place in the Council. The following were present at this meeting:
 - (Commission)
 - (Council)
 - (Parliament)
2. The meeting was dedicated to an analysis of the relation between regulation no 1049/2001 and other rules concerning access to documents contained in other legal texts. The representatives of all three Legal Services agreed that regulation no 1049/2001 was to be considered as *lex generalis* in relation to the rules on access to documents contained in other legal texts, in particular regulation no 45/2001 (access of the data subject to his personal data contained in a document), the Staff Regulations, the Financial regulation (in particular article 100), rules on competition law and anti-dumping.
3. Despite of this general consent, the consequences of such a qualification were less clear. The application of the *lex specialis* principle would lead, for instance, to the consequence that an official could not ask for access to documents in application of regulation no 1049/2001 but would have to be referred to the remedies and procedures under the Staff Regulations. The Council qualifies requests introduced by officials as not being a request under regulation no 1049/2001 but under the Staff Regulations. They are transmitted to the competent authority who deals with it under the Staff Regulations. The Council does not notify the applicant of the change in the procedure.

4. In the Commission, decisions are taken at the level of each Directorate general. Because of this decentralised organisation, the Commission issues a negative reply to the request lodged under regulation no 1049/2001 by an official and indicates the applicant other remedies which might be available to him. He than has, if he so wishes, to introduce a new request according to the rules applicable to this procedure.
5. The main argument put forward by the Council in favour of his approach was that it was "user friendly" because the applicant would not need to introduce a second request. However, it has to be observed that the right to launch a request under regulation no 1049/2001 is a right conferred on everybody, including officials or data subjects. The choice of the applicant for a particular procedure should not be ignored. Therefore, and in order to avoid situations such as the one which led to the complaint 1756/2004/MF before the Ombudsman¹, a request lodged under regulation no 1049/2001 has always to be decided within the legal framework defined by this regulation, in particular within the defined deadlines. Furthermore, a change in procedure may have several implications, not only as to the substantive law applicable but also as to the procedure. Different requirements exist for instance as to the verification of the identity of an applicant. Access to data is only granted to the data subject or a representative duly mandated. When such a request is filed, the identity of the applicant is verified. This is not the case with requests for documents under regulation no 1049/2001. As well the timeframe to answer the requests differs according to the procedure or the necessity to state the reasons justifying a request. For these reasons, the procedure applied by the Council does not seem appropriate. A request under regulation no 1049/2001 should always be answered in application of this regulation.
6. On the other hand, it seems to be a question of opportunity whether the negative reply addressed to the applicant indicates the other remedies available to him (maybe in a similar form in which he is informed today of his right to introduce a complaint with the Ombudsman or a case before the Court of First Instance) or whether the negative reply is accompanied by the information that the administration has referred the request to the competent authority of the secretariat which will get in contact with the applicant in due time.
7. The participants agreed that regulation no 1049/2001 does not allow taking into consideration privileged access rights. The decisions taken in application of this regulation have *erga omnes* effect. Therefore, documents containing personal data cannot even be released vis-à-vis the data subject. Otherwise, the document would have to be released as well in favour of third parties. Before deciding on such a request, the applicant is asked whether he wants to proceed with the request taking into consideration of the consequences of such a decision on disclosure. The data subject will usually not consent to such a treatment.
8. The discussion gave an opportunity to examine the decision of the Ombudsman in respect to complaint 1919/2005/GG². The European Parliament had granted the complainant only an access to his own name to put him in a position which allowed him to verify whether his application for a vacancy had been taken into consideration, thereby applying the logic of

¹ Decision of the European Ombudsman of 13 July 2005 on complaint 1756/2004/MF () against the European Parliament.

² Decision of the European Ombudsman of 23 August 2006 on complaint 1919/2005/GG () against the European Parliament.

the Staff Regulations to an application introduced under regulation no 1049/2001. However, the Ombudsman concluded that the institutions should give access to the lists of names of all admissible candidates who have applied for a vacancy in one of the institutions. He did not submit a special report to the European Parliament but invited the Interinstitutional Working Group to define a common approach to this issue.

9. On the basis of the analysis submitted in note SJ-488/05 of 11 September 2006, I suggested to the WG to treat these applicants by analogy to the publication of the list of names of successful candidates of open competitions. It may be recalled that after an intervention of the Ombudsman, the Commission accepted to publish the lists with the names of successful candidates of open competitions in the Official Journal.³ Parliament has meanwhile adopted the same policy. The European Data Protection Supervisor has taken a more careful approach. He suggests to inform candidates prior to the competition of the intended publication of their name and to give them an opportunity to oppose to such a publication.⁴ In the light of these facts, I suggested to include in the application form for a vacancy a clause indicating that the names of the admissible candidates may be subject to disclosure provided the candidate does not oppose.
10. The members of the WG rejected this proposal. They shared the criticism on the Ombudsman's opinion expressed in note SJ-488/05, in particular the fact that an application of an official is also covered by the right to privacy and that an *ad hoc* consultation of the persons inscribed on a list entails the risk of unequal treatment. However, the WG considered that in difference to the successful candidates of a competition, the admissible applicants were not (yet) successful. This difference allowed distinguishing the case of applications of officials for a vacancy from successful candidates in open competitions.
11. The WG was furthermore of the opinion that a distinction should be drawn between applications for posts in the secretariat of an institution and applications for a mandate. The first should be dealt with in a confidential manner as applications for a particular post are considered to be part of the professional career protected by the right to private life. In the case of the latter, a public interest exists to submit the application to a wider public scrutiny.
12. As concerns data protection, the participants agreed moreover that the obligation incumbent on the institutions to grant the widest possible access to documents as laid down in regulation no 1049/2001 does not constitute a "*legal obligation*" in the sense of article 5 (b) of regulation no 45/2001 which can justify the treatment of personal data through the disclosure of a document containing these personal data.
13. More generally, all participants agreed that article 4(1)(b) of regulation no 1049/2001 contains a reference to the conditions of application of the rules on data protection such as regulation no 45/2001. In each case, the conditions for a treatment of data have to be respected. This will frequently become a problem with respect to the limits imposed by article 4(1)(b) of regulation no 45/2001. According to this rule, personal data are collected for specified, explicit and legitimate purposes and not further processed in a way incompatible with those purposes.

³ See complaint 341/2001/(BB)IJH and the Special report to the EP on this complaint.

⁴ See Background Paper "*Public access to documents and data protection*", July 2005, p. 41.

14. Finally, the case of a request of a widow for access to the medical file of her late husband who used to be an official (legal opinion SJ-506/06 of 12 June 2006) was discussed. Because of the *erga omnes* effect of decisions taken in application of regulation no 1049/2001, the representatives of the Council and the Commission did not share the position taken in legal opinion SJ-506/06. They accepted the difficulty to find an appropriate procedure for the request but favoured an extensive interpretation of the Staff Regulations (e.g. the right under article 26a of the Staff Regulations to be inherited by the widow).
15. The next meeting of the sub-group will take place on 22 November 2006 at 15.00 hours at the Commission's Legal Service.

Seen:

I

Copy:

PARLAMENTO PARLAMENT PARLEMENT
KOINOBYO AIO PARLIAMENT PARLEMENT
PARLAMENTS PARLAMENTAS
IL-PARLAMENT PARLAMENTTI



LEGAL SERVICE

SJ-0382/06

D(2006)66798

Luxembourg, 30-11-2006

NOTE FOR THE FILE

This document is a confidential legal opinion which shall not be made public, in accordance with Article 4 (2) of Regulation 1049/2001 of the European Parliament and of the Council of 30 May 2001 regarding public access to European Parliament, Council and Commission documents

Re: **Interinstitutional Working Group Access to Documents**

1. On 22nd November 2006, the third meeting of the sub-group composed of representatives of the Legal Services took place. The meeting took place in the Commission. The following members were present at this meeting in the Commission's Legal Service:
 - (Commission)
 - (Council)
 - (Parliament)
2. The meeting focused on the treatment of repetitive requests (""-type requests¹") and on the definition of the expression "document" in article 3(a) of regulation no 1049/2001. In the light of the hearing in case T-264/04 WWF European Policy Programme / Council the question of third party's consultation was again discussed.
3. The representatives of the Council reported that type requests, i.e. repetitive requests without precise indication of the requested document, are not considered as "requests" in the sense of article 6(1). As they are not sufficiently precise, the deadline fixed in article 7 of regulation no 1049/2001 does not run. Consequently, no confirmative application can be introduced by the applicant as there was no initial application which could have been answered.
4. The Council's representatives informed the members of the Working Group that had not only lodged several requests with the Council, the Commission and

¹ See file SJ-0431/05.

the Parliament but finally even introduced a complaint with the European Ombudsman, complaint 2366/2004/OV. The complaint has been rejected.²

5. The Parliament, after having tried to deal with '...' 's requests under regulation no 1049/2001 (see e.g. the confirmative reply signed by the President on 23 June 2005 (GEDA no A(2005)308899 - **annex 1**), has finally replied to '...' by a letter signed by the Secretary General and dated 12 September 2005 (GEDA no A(2005)311862 - **annex 2**) that it would no longer reply to '...' 's requests unless they allowed to identify a particular document.
6. The practise of the institutions can be based on the order of the CFI in case T-307/05 Fermont / Commission, in which the CFI held that regulation no 1049/2001 does not request that an institution replies to every request for information.³
7. In order to ensure better information among the three registers, it was agreed that the members of the Working group inform each other through e-mail as soon as '...' type requests arrive.
8. Secondly, the WG discussed the definition of the expression "document" contained in article 3(a) of regulation no 1049/2001. All members of the WG agreed that the definition was far too broad and needs review in the framework of the reform of regulation no 1049/2001.
9. The discussion focused on the question to which extent information contained in a database would fall under the definition of a document. The Commission presented the case of '...' which is now pending before the CFI⁴ (**annexes 3, 4 and 5**). The applicant has requested from the Commission an excerpt of different databases of DG ADMIN indicating for each of the officials of the Commission, the place of recruitment, the place of origin, the place of work in 2003, the distance fixed in 2003 in application of article 7 of annex VII of the Staff Rules, the value of lump-sum reimbursements for travelling costs of an adult in 2003, the number of days per year granted as travelling time in 2003, place of work in 2005, the distance fixed in 2005 in application of article 7 of annex VII of the Staff Rules, the value of lump-sum reimbursements for travelling costs of an adult in 2005 and the number of days per year granted as travelling time in 2005. The Commission has refused access to this information because no such document exists and regulation no 1049/2001 does not

² Decision of 4 July 2006; the text of the decision is available on the Internet site of the Ombudsman www.europarl.europa.eu/ombudsman/home/en/default.htm. See also the observations of the Council on the complaint, annexed as **annex 7**.

³ Order of 12 October 2006 in case T-307/05 Fromont / Commission, not yet reported in the ECR, at point 26: "Ensuite, malgré le fait que ni l'objet ni les conclusions de la requête ne font référence à un recours en annulation, le premier moyen, tiré de la violation du règlement n°1049/2001, pourrait être lu comme une demande en annulation d'un refus d'accès à certains documents, en violation du règlement en cause. Or, force est de constater que les deux courriers adressés à '...' (voir points 3 et 7 ci-dessus) dont il est fait état dans cette partie de la requête ne contiennent aucune demande d'accès à un document particulier. Tout au plus, la lettre à '...' pourrait être interprétée comme une demande d'information. La copie du courrier électronique à '...' versé au dossier ne permet même pas d'identifier une telle demande d'information. En tout état de cause, il ne saurait être déduit du règlement n° 1049/2001 que le droit d'accès du public à un document de la Commission implique pour celle-ci le devoir de répondre à toute demande de renseignements d'un particulier (voir, par analogie, ordonnance du Tribunal du 27 octobre 1999, Meyer/Commission, T-106/99, Rec. p. II-3273, point 36)." (emphases added)

⁴ Case T-229/06.

oblige the institution to create a document. The Commission is ready to accept that if the document could be produced by using a standard tool of the program / routine operation, the data contained in the database should be considered to be a document. As however the existing program needs considerable intervention in order to create the requested document, the Commission considers that the request for access does not constitute a request in the sense of article 6 of regulation no 1049/2001.

10. The members of the WG agreed that documents which are created and than archived in an electronic form in a database are to be considered as "documents" in the sense of article 3(a) of regulation no 1049/2001; examples are the documents stored in Celex. The contrary constitute data which are introduced individually in a database without been given any fixed form in advance and which allow, e.g. for a quantitative assessment of economic operations. These data are not to be considered as being a document. Reffering to the Leclercq's case, this means that the decision of the determination of the place of origin and place of recruitment which are contained in a database, would constitute "documents" in the sense of regulation no 1049/2001. But as requests a document that consists of more data, there is no such document.
11. The representatives of the Commission and Parliament were of the opinion that in order to speak of a document, it must exist a predefined set of data (FR: fichier), e.g. a document scanned as a pdf-document or the "fiche annuelle de renseignement" which assembles all available data in relation to an official concerning his statutory rights. The WG was of the opinion that the reform of regulation no 1049/2001 should examine the situation of databases.
12. In the light of the hearing in case T-264/04 WWF European Policy Programme / Council, held on 8 November 2006, the WG continued its discussion on the consultation of third parties. The jurisprudence on the obligation of institutions under article 4(5) of regulation no 1049/2001 to consult the Member States and to follow their decision is quite clear.⁵ The participants confirmed that local and regional authorities are dealt with as Member States in the sense of article 4(5).
13. The real problem lays with the consultation of third parties in the sense of article 3(b) of regulation no 1049/2001. The participants agreed that in case the third party opposes to the disclosure without advancing appropriate reasons that fall under the exceptions laid down in article 4 (1) or (2) of regulation no 1049/2001, the document is disclosed unless the institution concerned identifies itself facts which justify the application of one of the exceptions.
14. However, a discrepancy persists as to the extend to which the institution has to verify the seriousness of the arguments invoked by the third party against disclosure. Whereas the Council limits itself to an appreciation whether the third party has committed a manifest error (see for an example annex 6 at points 8 and 10), Commission and Parliament were in favour of an independent assessment of the arguments put forward by the third party. The latter position relies on the wording of article 4(4) "...shall consult the third party with a view to assessing...unless it is clear that the document shall or shall not be disclosed." First of all, it is only a consultation procedure, and secondly, the institution can also conclude

⁵ See e.g. case T-187/03 Isabella Scippacercola / Commission, judgement of 17 March 2005, not yet reported.

without consulting the third party, provided the decision is "clear". In practise, all institutions consult regularly third parties involved.

15. Furthermore, the issue of potential circumvention of rules on fees by using the access to document procedure was raised. The Commission presented the example of a request for access to a balance sheet of a company in the framework of a public tendering procedure. In Italy balance sheets are publicly available at the *Camera di commercio* but only against payment of fees. In order not to circumvent these rules, the Commission has developed a practise according to which the applicant is invited to consult the document in the Commission's offices but does not receive copies of the document.
16. The question posed during the hearing in case T-264/04 WWF / Council whether the existence of the right of access to documents implies the obligation of institutions to create documents, was not answered by the meeting. The WG agreed that there was no general obligation to create documents but that the right of access referred to existing documents.
17. The next meeting of the sub-group will take place on 24 January 2006 at 3.00 p.m. at the European Parliament's Legal Service. The following items will be discussed:
 - respect of deadlines
 - court proceedings and WTO-panels - interpretation of article 3(a)
 - complaint 1919/2005 to the European Ombudsman - draft common approach as requested in the Ombudsman's decision of 23 August 2005
18. After the meeting distributed to the members of the WG a draft of the Commission's communication to Parliament and Council on Public Access to EU Documents. The text is no yet approved by the Commission (**annex 8**).

Seen:

J

Copy:



Legal Service
SJ-0074/07

D(2007)5018

Luxembourg, 30-01-2007

NOTE FOR THE FILE

This document is a confidential legal opinion which shall not be made public, in accordance with Article 4 (2) of Regulation 1049/2001 of the European Parliament and of the Council of 30 May 2001 regarding public access to European Parliament, Council and Commission documents

Re: Interinstitutional Working Group Access to Documents

1. On 24 January 2007, the sub-group composed of representatives of the Legal Services held its forth meeting this time in Parliament's building. The following members were present at this meeting in the Parliament's Legal Service:
 - (Commission),
 - (Council),
 - (Parliament).
2. At the meeting the following issues were discussed:
 - order of the CFI in case Weber / Commission,
 - judgement of CFI in case Glashütte Ilmenau,
 - respect of deadlines,
 - application of article 4(2)2nd indent to proceedings before WTO-panels,
 - draft proposal for a common approach on access to lists of admissible candidates.
3. explained that point 41 of the order of the CFI of 11 December 2006 can only be the result of an error. In this case, the Commission had pleaded inadmissibility for two reasons: (1) the CFI has no competence to order the Commission to grant access to a certain document but only to annul the decision of refusal; and (2) for disrespect of the minimum requirements of an action as prescribed by article 53 of the Statute of the CJ and article 44 of the rules of procedure of the CFI.
4. In the course of the proceedings, the CFI found out that the document in question had been published by a newspaper and was thus publicly available. In these circumstances, the CFI addressed the parties asking whether there was still an interest to act (*intérêt à agir*). The Commission replied positively because the case concerned now an unauthorised publication of a Commission's document. In reply to this observation, the CFI rendered the order and wrote in point 41: "*Or, en réponse à une question posée par le Tribunal aux parties, la*

Commission a confirmé que cette lettre est intégralement accessible sur Internet en tant que document publié dans le fascicule n° 10/2005, du 11 mars 2005, à la page 9, du magazine Funkkorrespondenz qui est édité par la Deutsche Zeitung Christ und Welt Verlag à Bonn (Allemagne). Selon la Commission, le requérant a donc accès à la lettre qu'il souhaite consulter et peut en faire usage de manière aussi légale que s'il l'avait obtenue à la suite de sa demande introduite en vertu du règlement n° 1049/2001." (annex 1).

5. The second sentence has, therefore, no basis in the Commission's position. In the light of these explanations, the WG considered that the order does not constitute a change in the jurisprudence of the CFI but rather an unfortunate confusion of elements at stake in the case.
6. Furthermore, the WG analysed the judgement rendered on 14 December 2006 by the CFI in case T-237/02 Technische Glaswerke Ilmenau GmbH / Commission. This case concerns a request for access to documents relating to an ongoing investigation in State aids. The Commission refused access invoking the exception of article 4(2)(3rd indent) of regulation 1049/2001. The Court reproaches to the Commission a lack of a concrete, individual examination of the documents concerned.
7. The Commission is considering to go on appeal against this judgement because it is incompatible with the established jurisprudence on State aids according to which there is no access of interested third parties to any document concerning an ongoing investigation. Secondly, the Commission puts in question the refusal of the CFI to accept an application of the exception in favour of ongoing investigations contained in article 4(2)(3rd indent) to the whole file. The CFI insists on an individual and concrete examination and reasoning for each document and each part of it contained in that file as to the question whether the disclosure of this part of a document would really constitute a risk for the success of the investigation.
8. The WG invited the colleagues from the Commission to consider enlarging the appeal to the question how detailed the reasoning for a refusal must be. The recent jurisprudence (e.g. case T-391/03 et T-70/04 Franchet and Byk, judgement of 6 July 2006) has a tendency to require an always more detailed justification for an application of one of the exceptions provided for in article 4(2) of regulation 1049/2001. There was a general feeling that the conditions set by the jurisprudence are almost impossible to be met in practise.
9. In a case of which the Commission extends its appeal to this more general issue, Parliament and Council could consider intervening on the side of the Commission.
10. informed the WG on the difficulties the Commission finds to respect the deadlines for confirmatory applications. The Commission has installed a decentralized system of administration of requests for access to documents. Each DG is competent to reply to requests for access concerning documents held by this particular DG. The central unit created under the SG is only competent for dealing with confirmatory requests. The unit has often difficulties to get hold of the relevant documents and to correct errors that the DGs have eventually committed in the framework of the adoption of the reply to the initial request.

11. In these circumstances, the Commission has developed a policy of sending a "holding reply" to the applicant. In case T-203/06 Eurostrategies SPRL / Commission (order of 1 December 2006), the CFI accepted this policy and condemned the applicant to pay the costs. It can be deducted from this order that the case was introduced too early although the deadline for the response to the confirmative request had expired. The Commission had sent a holding reply apologizing for not being able to answer the confirmatory request within the deadline fixed in regulation 1049/2001 (i.e. 15 working days + a possible extension for another 15 working days) (**annexes 2 and 3**).
12. In such cases, the Commission usually gives the applicant a choice between either accepting already a part of the requested documents immediately and the rest later or waiting until later when all requested documents have been examined.
13. The WG proposed to examine the possibility of an extension of the deadline for replies to confirmatory requests in the framework of the proposal for modification of regulation 1049/2001. Some national legal systems grant a longer period for such replies compared to replies to initial requests.
14. On the issue of application of the exception of article 4(2) (2nd indent) (court proceedings) to proceedings before WTO-panels, the members of the WG unanimously held that they would not see any obstacle to such an application. The Dispute Settlement Understanding of WTO grants such an authority to the findings of panels that the whole procedure before a panel is considered to be equivalent to court proceedings.
15. Finally, the draft proposal for a common approach of the three institutions regarding the disclosure of names of applicants for a vacancy in the secretariat of the institutions was examined. The members of the Legal services of the Council and the Commission accept the contents of the proposal. However, for the formal reason that the Ombudsman has only addressed his letter in case 1919/2005/GG (complaint ...) to Parliament, they consider it impossible to accept the text formally. It was suggested that Parliament replies to the Ombudsman that it has consulted the other institutions on a suggested common approach but that Council and Commission were not in a position to formalize the text.
16. Furthermore, informed the members on the pending case T-161/04 Gregorio Valero Jordana / Commission where the written procedure has been closed (see **annexes 4 and 5**). The applicant challenges the refusal of the Commission to grant him access to the reserve list of the general competition COM/A/637 organised in 1988 for the recruitment of officials at the grades A7/A6 and to the individual decisions nominating officials at the grade of A6 since 5 October 1995. In the defence and the rejoinder, the Commission distinguishes between the procedures of access to documents in application of regulation 1049/2001 and access to personal data as governed by regulation 45/2001. suggested sending a holding reply to the Ombudsman referring to this case and asking the Ombudsman to wait for the outcome of this case.
17. Case T-161/04 concerns a request for access to documents introduced by an official to get access to documents with a content relating to the Staff regulations just like the complaint lodged with the Ombudsman by ... Furthermore, in both cases the administration invokes article 4(1)(b) of regulation 1049/2001 (protection of personal data)

in order to justify the refusal. To this extend the two situations are indeed comparable and a holding reply to the Ombudsman seems appropriate.

18. The next meeting of the WG is scheduled for 21 March 2007 at the Council with the following items on the agenda:

- necessity to provide detailed reasons for a refusal of granting access (Franchet and Byk - case; appeal against case T-237/02 Glashütte Ilmenau),
- integration of the exceptions contained in the Arhus Convention into the general scheme of reg. 1049/2001,
- relation between article 109 Financial Regulation and access to documents,
- green paper on access to documents.

Annexes

Seen:

Copy:



ЕВРОПЕЙСКИ ПАРЛАМЕНТ PARLAMENTO EUROPEO ЕВРОПСИЙ ПАРЛАМЕНТ ЕУРОПА-ПАРЛАМЕНТ
ЕУРОПАЙСКЕС ПАРЛАМЕНТ ЕУРОПА ПАРЛАМЕНТ ЕУРОПАЙСКОЕ КОНОВОДСТВО ЕУРОПЕЙСКИЙ ПАРЛАМЕНТ
ПАРЛАМЕНТ ЕУРОПЕИСКИЙ ПАРЛАМЕНТ НА СЕДОРПА ПАРЛАМЕНТО ЕУРОПЕИСКИЙ ПАРЛАМЕНТ
ЕУРОПОС ПАРЛАМЕНТАС ЕУРОПАИ ПАРЛАМЕНТ АЛ-ПАРЛАМЕНТ ЕУРОПЕИСКИЙ ПАРЛАМЕНТ
ПАРЛАМЕНТ ЕУРОПЕЙСКИЙ ПАРЛАМЕНТ ЕУРОПАИСКИЙ ПАРЛАМЕНТ ЕУРОПАИСКИЙ ПАРЛАМЕНТ

Service Juridique

SJ-0074/07

D(2007)11324

Luxembourg, le 20 -02- 2007

NOTE DE DOSSIER

Ce document constitue une note juridique confidentielle, non divulgable conformément à l'article 4, paragraphe 2, du Règlement n° 1049/2001 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2001 sur l'accès du public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission

Objet : Groupe de travail interinstitutionnel "transparence" - Préparation de l'audience dans l'affaire T-36/04 API /. Commission

1. Le 15 février 2007, le Groupe de travail interinstitutionnel sur la transparence a tenu une réunion extraordinaire ayant pour but la discussion sur l'accès aux mémoires présentés par les Institutions dans les affaires judiciaires. La réunion a servi de préparation à la plaidoirie de la Commission dans l'affaire Association de la presse internationale ASBL (API) /. Commission, prévue pour le 28 février 2007.
2. Sur la base des interventions de du Service juridique du Conseil, de et de de la Commission, les deux Institutions n'excluent pas l'octroi d'un accès aux mémoires, contrairement à la position défendue jusqu'à présent par le Parlement.
3. **Conseil** : Le Conseil refuse tout accès aux mémoires et annexes lorsque la procédure est encore en cours devant les tribunaux, en application de l'exception contenue dans l'article 4, paragraphe 2, 2^e tiret du règlement n° 1049/2001. En revanche, une fois larrêt rendu et devenu inattaquable, le Conseil rend les mémoires et annexes accessibles, dès lors qu'aucune autre exception prévue à l'article 4 du règlement n° 1049/2001 ne s'applique. Jusqu'à présent, le Conseil n'a accordé qu'une seule fois l'accès aux mémoires. La demande concernait des mémoires présentés dans une des affaires Isogluucose. Au moment de la présentation de la demande, ces mémoires étaient établis depuis 28 ans.
4. **Commission** : Jusqu'à l'audience, la Commission a toujours refusé l'accès aux mémoires sur la base de la même exception invoquée par le Conseil. Depuis, elle fait des distinctions selon la procédure en cause : Dans les affaires préjudiciales, elle rend

accessibles les mémoires et annexes après l'audience. Dans les recours directs, la Commission attend que l'arrêt soit rendu et que l'introduction d'un pourvoi ne soit plus possible. Ceci vaut surtout pour les recours en manquement, pour lesquels la Commission veut se réservé la possibilité de négocier un accord avec l'Etat membre jusqu'à l'arrêt. Si ces conditions sont remplies et si aucune autre exception n'est applicable, la Commission rend accessibles les mémoires et annexes. L'affaire T-36/04 constitue un exemple de cette pratique.

5. Je décris la pratique suivie jusqu'à présent par le **Parlement** comme suit : Aucun accès aux mémoires, ni avant, ni après l'arrêt n'est accordé. Cependant, un accès est octroyé déjà au cours de la procédure écrite, même avant l'audience, aux annexes qui sont des documents publiquement accessibles, tels que le texte d'un règlement attaqué. Un exemple de cette pratique constitue la demande d'accès formulée par le cabinet de en août, respectivement septembre 2006 (SJ-0692/06 pour la demande initiale et SJ-0750/06 pour la demande confirmative).
6. Dans la discussion, les différents arguments en faveur d'une approche plus restrictive ou plus ouverte ont été échangés. La Commission et le Conseil basent leurs approches plus ouvertes surtout sur l'article 4, paragraphe 7 du règlement n° 1049/2001 selon lequel "*[L]es exceptions visées aux paragraphes 1, 2 et 3 s'appliquent uniquement au cours de la période durant laquelle la protection se justifie eu égard au contenu du document.*" Une fois l'arrêt rendu et devenu inattaquable, les deux Institutions ne voient plus de justification pour retenir les mémoires. En outre, le rapport d'audience contenant déjà une description des différents arguments des parties est un document publiquement accessible. Ainsi, à partir de l'audience ou au plus tard avec le prononcé de l'arrêt qui contient encore une autre description des arguments des parties, les arguments avancés dans les mémoires seraient de toute façon rendus publics. Il n'y a donc plus aucune raison pour refuser un accès aux mémoires.
7. A l'encontre de cette position, j'ai souligné que la même disposition renvoie à la deuxième phrase - à la limite de 30 ans - qui correspond au règlement n° 354/83 concernant l'ouverture au public des archives historiques de la Communauté, tel que modifié par le règlement n° 1700/2003 : "*Les exceptions peuvent s'appliquer pendant une période maximale de trente ans.*" Dans les mémoires, l'Institution doit souvent prendre position sur différents arguments juridiques. Parfois, l'Institution plaide l'irrecevabilité du recours mais prend néanmoins, à titre subsidiaire, position sur le fond. Au cas où la Cour ou le Tribunal rejette le recours comme irrecevable, toute la discussion sur le fond ne serait pas nécessaire à l'arrêt et ne serait plus, par conséquent, traitée par l'arrêt. Si, dans de tels cas, les mémoires sont rendus accessibles, les arguments soulevés, par exemple, au sujet de la validité d'un règlement sont connus par le public et risquent de créer une incertitude juridique.
8. En outre, en ce qui concerne le rapport d'audience, j'ai remarqué qu'il n'est pas toujours établi de façon complète, l'étant parfois même d'une façon délibérément courte, comme ce fut le cas, par exemple, dans l'affaire PNR, où les arguments des parties étaient résumés entre des tirets extrêmement succincts. Bien que le rapport d'audience soit disponible devant la salle ou à lieu l'audience, il faut toutefois constater qu'il n'est plus publié au recueil de la jurisprudence et qu'il n'est pas non plus disponible sur le site internet de la Cour. Il ne s'agit donc pas d'un document facilement accessible.

9. De plus, j'ai cité l'article 5, paragraphe 3, alinéa 3 des instructions au greffier qui stipule :
"Aucune tierce personne, privée ou publique, ne peut accéder au dossier de l'affaire ou aux pièces de procédure sans autorisation expresse du président, les parties entendues. Cette autorisation ne peut être accordée que sur demande écrite qui doit être accompagnée d'une justification détaillée de l'intérêt légitime à consulter le dossier." Au cas où une Institution donnerait accès aux mémoires, elle préjugerait la décision du Tribunal sur cette question. Une disposition pareille fait défaut en ce qui concerne le greffier de la Cour. Mais selon les informations que j'ai obtenues de , la Cour suit la même approche.
10. Il résultait de la discussion qu'une décision abstraite est difficile à prendre au vu de l'absence de toute jurisprudence en la matière. La Commission préfère une approche au cas par cas. Néanmoins, les soucis, d'un côté, de ne pas créer d'incertitude juridique en rendant des doutes sur la légalité d'un acte juridique public et, de l'autre, de ne pas vouloir préjuger la décision de la Cour ou du Tribunal, ont été acceptés par les collègues de la Commission et du Conseil. Les agents de la Commission ont déclaré vouloir les soulever dans leur plaidoirie bien qu'ils considèrent difficile de revenir, à ce stade, sur la pratique suivie par la Commission.
11. Un aspect pratique a été finalement soulevé : Si le Tribunal décide qu'il faut donner accès aux mémoires, les agents passeront désormais beaucoup de temps à vérifier quelles parties des mémoires qu'ils ont établis peuvent être rendues accessibles et quelles bénéficient encore d'une exception. L'impossibilité de faire face à cette charge de travail considérable mènerait probablement à la décision d'inscrire dans le registre tous les mémoires figurant dans les affaires juridictionnelles avec l'ajout d'un *link* vers le texte. Ainsi, les mémoires seraient d'office rendus accessibles dès leur transmission à la Cour et au Tribunal.

Annexe : Rapport d'audience dans l'affaire T-36/04

Vu:

Copie: (



ЕВРОПЕЙСКИ ПАРЛАМЕНТ PARLAMENTO EUROPEO EVROPSKÝ PARLAMENT EUROPA-PARLEMENTET
EUROPÄISCHES PARLAMENT EUROPA PARLAMENT ΕΥΡΩΠΑΪΚΟ ΚΟΙΝΟΒΟΥΛΙΟ EUROPEAN PARLIAMENT
PARLEMENT EUROPÉEN PARLAIMINT NA HEORPA PARLAMENTO EUROPEO EIROPAS PARLAMENTS
EUROPOS PARLAMENTAS EURÓPAI PARLAMENT IL-PARLAMENT EWROPEW EUROPEES PARLEMENT
PARLAMENT EUROPEJSKI PARLAMENTO EUROPEU PARLAMENTUL EUROPEAN
EURÓPSKY PARLAMENT EVROPSKI PARLAMENT EUROOPAN PARLAMENTTI EUROPAPARLAMENTET

Legal Service

SJ-0074/07

D(2007)24902

Luxembourg, 18-04-2007

NOTE FOR THE FILE

This document is a confidential legal note which shall not be made public, in accordance with Article 4 (2) of Regulation no 1049/2001 of the European Parliament and of the Council of 30 May 2001 regarding public access to European Parliament, Council and Commission documents

Re: Interinstitutional Working Group Access to Documents

1. On 20 March 2007, the sub-group composed of representatives of the Legal Services held another meeting this time in Council's building. The following members were present at this meeting in the Council's Legal Service:
 - (Commission),
 - (Council),
 - (Parliament).
2. The meeting focussed on the following issues:
 - transmission of documents containing personal data to the CFI
 - appeal of the Commission in case T-237/02 *Technische Glashütte Ilmenau v. Commission*,
 - public access to written submissions in court cases; order of the President of the CFI in case T-345/05 R V. v. Parliament
 - integration of the exceptions contained in the Arhus Convention into the general scheme of regulation no 1049/2001
3. informed the members of the WG of the order adopted by the CFI in case T-307/04 by which the Commission was obliged to transmit a copy of applications for a vacancy despite of the fact that the Commission had invoked reasons of data protection. The applicant had quoted these applications of nine competitors in his reply. However, the CFI excluded in this order the transmission of these documents to the applicant (**enclosure 1**). The Commission remains sceptical about the obligation to transmit such documents.
4. Furthermore, informed the WG that the Commission has introduced an appeal against the judgement of the CFI in case T-237/02 *Technische Glaswerke Ilmenau* (case C-139/07 P; **enclosure 2**). The appeal stresses the specificity of state aids proceedings as being characterised by a special confidential relationship between the Commission and Members State concerned and criticises that the interpretation of article 4(2)(3rd indent) of regulation no 1049/2001 as adopted in the judgement under appeal leads to the result that the public is granted wider access than the persons having special access rights under the state aids procedure.

5. The undersigned explained the order of the President of the CFI in case T-345/05R *V v. Parliament*, in which it was stressed, for the first time in a court decision that there exists a general principle of proper administration of justice according to which the parties have the right to defend their interests free from all external influences. The order continues: "*It follows that a party who is granted access to the procedural documents of other parties is entitled to use those documents only for the purpose of pursuing his own case and for no other purpose. Any action that is contrary to that principle constitutes an abuse of procedure (see, to that effect, Case T-174/95 Svenska Journalistförbundet v Council [1998] ECR II-2289, paragraphs 135 to 139).*" (points 70 and 71 of the order) This jurisprudence may influence the further treatment by the institutions of requests for access to submissions.
6. It may be recalled that EP is currently dealing with such a request: Requests
The answer of the Secretary general will already be based on the order quoted in the preceding paragraph. Furthermore, the hearing in case T-36/04 *API v Commission* appears in a different light after the recent order.
7. than described the problems related to the incorporation of the rules on access to environmental information contained in the Arhus Convention and regulation no 1367/2006 on the application of these provisions into the general scheme of regulation no 1049/2001. The exception relating to breeding species could become an new article 4(1)(c) of regulation no 1049/2001. The other exceptions could be inserted in a new indent in article 4(2) of regulation no 1049/2001. The main problem remains the different fields of application of the two regimes. For instance, regulation no 1367 applies to the Court of justice whereas regulation no 1049/2001 does not. The second problem lies in the fact that regulation no 1367/2006 is based on article 175 EC (protection of the environment) whereas regulation no 1049/2001 is based on article 255 EC (access to documents). Neither of the legal bases covers the subjects of the other.
8. The next meeting of the WG will take place on 3rd May. The agenda will be as follows:
 - access to documents concerning buildings
 - access to documents concerning public tenders
 - draft green paper on access to documents.

Encl.

Seen:

Copy:



ЕВРОПЕЙСКИ ПАРЛАМЕНТ PARLAMENTO EUROPEO EVROPSKÝ PARLAMENT EUROPA-PARLAMENTET
EUROPÄISCHES PARLAMENT EUROOPA PARLAMENT ΕΥΡΩΠΑΪΚΟ ΚΟΙΝΟΒΟΥΛΙΟ EUROPEAN PARLIAMENT
PARLEMENT EUROPÉEN PARLAMINT NA HEORPA PARLAMENTO EUROPEO EIROPAS PARLAMENTS
EUROPOS PARLAMENTAS EURÓPAI PARLAMENT IL-PARLAMENT EWROPEW EUROPEES PARLEMENT
PARLAMENT EUROPEJSKI PARLAMENTO EUROPEU PARLAMENTUL EUROPEAN
EURÓPSKY PARLAMENT EVROPSKI PARLAMENT EUROOPAN PARLAMENTTI EUROPAPARLAMENTET

Legal Service

SJ-0074/07

D(2007)30911

Luxembourg, 16-05-2007

NOTE FOR THE FILE

This document is a confidential legal opinion within the meaning of Article 4 (2) of Regulation 1049/2001 of the European Parliament and of the Council of 30 May 2001 regarding public access to European Parliament, Council and Commission documents. The European Parliament reserves all its rights should this be disclosed without its authorisation.

Re: Interinstitutional Working Group Access to Documents

1. On 3rd of May 2007, the sub-group composed of representatives of the Legal Services held another meeting this time in Commission's buildings. The following members were present at this meeting in the Commission's Legal Service:
 - (Commission),
 - (Council),
 - (Parliament).
2. The meeting focussed on the following issues:
 - green paper Public Access to Documents held by institutions of the European Community
 - recent files concerning the Ombudsman
 - application of the exception of "commercial interest" contained on article 4 (2) to EC institutions
 - access to legal opinions
 - reply of Mr. Hustinx to the consultation of the Legal Service of the Parliament in the complaint
3. gave an overview of the green paper on "*Public Access to Documents held by institutions of the European Community*" adopted by the Commission on 18 April 2007.¹ The competence for this issue lies with President Barroso and Commissioner Wallström.
4. started by describing the opposed expectations of the Council and the Parliament with regard to the modification of Regulation (EC) No 1049/2001. The overwhelming majority of the Council prefers not to modify the regulation because it is considered to be a good balance between the conflicting interests. On the contrary, the Parliament expects several adaptations because some members are apparently not satisfied with the solutions found in the framework agreement concluded between the Parliament and the Commission in 2005 and the rules concerning access to documents concerning the 2nd and 3rd pillar.
5. The green book tries to balance these two opposed interests by proposing some openness in the interpretation of the exceptions contained in article 4 without suggesting modifications

¹ COM(2007)185 of 18.4.2007. The green paper has been analysed in detail in note SJ-0180/07 of 25 April 2007.

of the actual text. The Commission wanted to avoid the impression that by defining more clearly the exceptions, it is narrowing down the field of application of the regulation. The Commission rather wants to convey the impression that the general policy pursued by the institutions is to be more transparent but at the same time combating abuse, in particular in the field of competition policy. For this purpose, the Commission will extend the application of its register to more documents. Moreover, the Commission seeks to clarify issues of data protection, professional secrecy (case T-198/03 Bank Austria Creditanstalt / Commission, judgement of 30 May 2006), and the situation of data bases. At a later stage of the procedure, the Commission may also suggest clarifications on the relation between regulation 1049/2001 and specific rules, like on competition policy.

6. Furthermore, the Commission intends to incorporate the rules on access to environmental information contained in the Arhus Convention and regulation no 1367/2006 on the application of these provisions into the general scheme of regulation no 1049/2001. The overall purpose of this is to create more legal certainty.²
7. informed the working group of several cases in which the Council disagreed with the procedure applied by the European Ombudsman. He mentioned in particular case 817/2006/TN where the applicant had complained to the Ombudsman that when he phoned the Council's services nobody gave his name when he spoke to the complainant. After the Ombudsman had given the Council an opportunity to comment on the complaint, he found a case of maladministration without giving the Council a further opportunity to comment on the draft decision. The Council protested against this way of proceeding.
8. reported on difficulties which the Commission has experienced lately with the services of the Ombudsman in complaint 1881/2006/JF on the investigation of roaming prices applied by different mobile phone service providers. The Ombudsman gave third parties access to the observations of the Commission on the complaint. The Secretary General of the Commission protested against this decision of the Ombudsman and the latter replied that as all his investigations were public, he invited the Commission not to include confidential information in its observations. (**enclosure 1**).
9. The undersigned informed the members about the Ombudsman's intervention in the AFCO-committee in the morning of 3rd of May on the issue of reform of his statute. The general attitude of the members of AFCO was rather cautious in respect of the proposals submitted by the Ombudsman.
10. Furthermore, submitted for discussion the -request which Parliament's services have just dealt with (**enclosure 2**). The request concerns access to documents related to EP's buildings in Brussels. DG IFIN had invoked a confidentiality clause which it had agreed on with the promoter not to give access to certain documents such as the *cahier des charges*. The members of the working group were unanimously of the opinion that such a clause would not justify a refusal of access. However, it was generally accepted that the institutions can also invoke the exception of commercial interest (article 4(2) first indent) in case they act not as a public authority but on the market, e.g. if they conclude a lease contract. Meanwhile has introduced a complaint at the Ombudsman's services against Parliaments decision to grant him only partial access to the documents requested (**enclosure 3**).

² On this topic see also the comments and suggestions made by Mr. DRIESSEN in the last meeting on 20 March 2007, see note SJ-0074/07 of 18 April 2007.

11. The -case also raised the issue to what extend Article 287 EC can be invoked against rendering a document publicly accessible. In this context, informed the WG of a recent reply of the Council to a confirmatory request of (enclosure 4). In this reply the Council invokes Article 287 EC in order to give priority to special access rights over general access rights under regulation no 1049/2001.³
12. The WG considered the issue of access to written submissions on court cases. The members of the WG were of the opinion that such documents should be excluded from the scope of application of the regulation. According to the Commission, in most member States, access to such documents is exclusively dealt with under the rules of procedure of the competent court. They are not accessible under the general rules governing access to documents of public institutions. In this context, the undersigned presented to the group the replies recently sent by Parliament concerning a request for access to a legal opinion published on the internet without prior permission of the Parliament (request by on behalf of ; **enclosure 5**)⁴ in which despite of the publication on the internet access was only granted to the factual part of the opinion but not to the parts containing legal advice.
13. Furthermore, the WG was informed on the reply given to a request for access to EP's submissions in cases C-317/04 and 318/04 PNR as well as in case C-301/06 Ireland against EP and Council (request by . **enclosure 6**)⁵. EP will continue to refuse access to such documents on the bases of the principle quoted in the order of the Court of First Instance of 16 March 2007 in case T-345/05 V / Parliament that it is a general principle that parties should be able to defend their point of view without any influence from third parties.
14. Finally, the undersigned informed the WG on the result of the consultation of the EDPS in the -case. As the WG could not agree on a common approach⁶, on 6 February 2007 the Legal Service of the Parliament had submitted a proposal to the EDPS. In his reply dated 26 April 2007 the EDPS welcomes the approach proposed by the Parliament. Now the President of the Parliament has to answer to the Ombudsman.
15. The next meeting of the WG is scheduled for 7 June 2007, in the Parliament's offices. The meeting will examine the first reactions to the public consultation on the green paper.

Encl.

Seen:

Copy:

(points 10 and 11)
(points 10 and 11)

³ See par. 12 of the reply.

⁴ Cf. file SJ-0281/07,

⁵ Cf. file SJ-0285/07.

⁶ Cf. file SJ-0100/07.



Legal Service

SJ-0074/07

D(2007)36648

Luxembourg,

11-06-2007

NOTE FOR THE FILE

This document is a confidential legal opinion within the meaning of Article 4 (2) of Regulation 1049/2001 of the European Parliament and of the Council of 30 May 2001 regarding public access to European Parliament, Council and Commission documents. The European Parliament reserves all its rights should this be disclosed without its authorisation.

Re: Interinstitutional Working Group Access to Documents

1. On 7 June 2007, the sub-group composed of representatives of the Legal Services met in Parliament's buildings. The following members were present at this meeting:
- (Commission),
- (Council),
- (Parliament).
2. At the meeting the following issues were discussed:
 - first reactions to the public consultation on the green paper "*Public Access to Documents held by institutions of the European Community*"
 - treatment of anonymous requests
 - access to documents concerning the meetings of the Collège des Chefs d'Administration
 - interinstitutional meeting at High level
3. informed the WG of the first results of the consultation of the public on the green paper on "*Public Access to Documents held by institutions of the European Community*" adopted by the Commission on 18 April 2007.¹ So far, the Commission received only 4 comments:
 - of WWF/Adena, the Spanish section of World Wide Fund For Nature: the organisation argues in favour of making accessible the reasoned opinions of the Commission in infringement proceedings against Member States
 - of ECAS, the European Citizen Action Service: ECAS fears that integrating the exceptions of the Arhus Convention and Regulation into regulation no 1049/2001 leads to a lower level of accessibility of environmental information
 - a contribution of a Spanish citizen who argues along the lines of WWF/Adena
 - a contribution of a German citizen who wishes to integrate the Arhus exceptions into the general framework of regulation no 1049/2001 for reasons of coherenceAccording to , the Commission intends to report on the observations by the end of September.

¹ COM(2007)185 of 18.4.2007. The green paper has been analysed in detail in note SJ-0180/07 of 25 April 2007.

4. informed the WG on the reactions of delegations in the Information Party of the Council to the green paper. The Finnish and Swedish delegations welcomed the opportunity for a revision of the regulation. They expressed in particular their support for greater accessibility of documents containing legal advice. Denmark supported this approach in general but was less specific. Other Member States did not yet express an opinion.
- has tried to draw the attention of the delegations to the *lex specialis*-problem, i.e. the relationship between regulation no 1049/2001 and other rules such as the Financial Regulation, but did not get any reaction by the Member States.
5. The WG discussed briefly the issue of treatment of anonymous requests. said that Parliament was frequently receiving requests from a "hotmail.com"-address and that the service of the register was not quite sure how to deal with them.
- stated that the Commission does not consider such requests to be admissible,
- said that the Council would deal with them as long as there was a working e-mail address or postal address.
6. Furthermore, submitted the question of access to documents concerning meetings of the Collège des Chefs d'Administration. The secretariat of this interinstitutional forum, which was set up under article 110(4) of the Staff Regulations, is assured by the Registrar of the Court of Justice. However, the Commission holds copies of all the documents produced and discussed by the Collège. Faced with a request for access to one of these documents, the Commission wondered which rules apply. Regulation no 1049/2001 does not apply to the Court of Justice. The WG concluded that as the Collège is not identical with the Commission, documents created or dealt with by this forum should be considered to be documents created by a third party. The procedure under article 4(4) of regulation no 1049/2001 would therefore apply. The Commission will have to consult the President of the Collège as the organ representing the Collège. The same procedure would apply for documents concerning OLAF-surveillance authority.
7. informed the WG that Vice-President would like to convoke in autumn a meeting of the interinstitutional committee mentioned in article 15 of regulation no 1049/2001 at high level. The date of 23 October 2007 was envisaged by the WG. The main issue should be the green paper of the Commission. By October 2007, the Commission is likely to have at least prepared a report on the consultation of the public. The High Level Group could than indicate its preference for some of the options outlined in the green paper.
8. The next meeting of the WG is scheduled for 10 September 2007, at the Council's legal service. It will serve to prepare the meeting at high level mentioned in the preceding paragraph.

Seen:

Copy:

(points 4, 6 and 7)



Legal Service

SJ-0074/07

D(2007)56832

Luxembourg, 13 September 2007

NOTE FOR THE FILE

This document is a confidential legal opinion within the meaning of Article 4 (2) of Regulation 1049/2001 of the European Parliament and of the Council of 30 May 2001 regarding public access to European Parliament, Council and Commission documents. The European Parliament reserves all its rights should this be disclosed without its authorisation.

Re: Interinstitutional Working Group Access to Documents

1. On 11 September 2007, the sub-group composed of representatives of the Legal Services met in the Council's buildings. The following members were present at this meeting:
 - (Commission),
 - (Council),
 - (Parliament).
2. At the meeting the following issues were discussed:
 - relations between the Council and the European Ombudsman
 - reactions to the public consultation on the green paper "*Public Access to Documents held by institutions of the European Community*"
 - meeting of the Interinstitutional Committee on 2nd October 2007
3. informed the WG that in order to amend the relations between the Council and the European Ombudsman informal contact points for issues concerning transparency have been established in either institution. It is hoped that this procedure helps to avoid the implication of 27 member States in the handling of complaints concerning incidents of maladministration in the Council's secretariat.
4. continued his information of the WG on the results of the consultation of the public on the green paper on "*Public Access to Documents held by institutions of the European Community*" adopted by the Commission on 18 April 2007.¹ The Commission received a total of 77 contributions which allow drawing the following preliminary conclusions:
 - the websites of the registers of the institutions need to be harmonised;
 - there is a lack of coordination between the central website of the Commission and the websites of the DGs of the Commission;

¹ COM(2007)185 of 18.4.2007. The green paper has been analysed in detail in note SJ-0180/07 of 25 April 2007.

- governments complain that not all documents are available in all languages even if they exist; this criticism concerns first of all the Commission;
 - the public is divided over the question whether an integration of the Arhus-exceptions into article 4 of Regulation No 1049/2001 would be advantageous;
 - there is also no homogenous vision on the question whether the protection of personal data and commercial interests is sufficient or too extensive in the present text;
 - the majority of contributions is favourable to leave the definition of the term "document" as it stands now; the European Ombudsman is willing to accept, that not all "documents" are introduced in the register of the institutions; however, with respect to data bases, the definition of the term "document" has to be updated as the notion of document disappears in data bases;
 - an extension of the field of application of the Regulation to all EU-bodies is requested.
5. According to , the Commission cannot yet indicate any timeframe within which it will launch its proposal to amend Regulation No 1049/2001. Apparently , head of the LIBE-secretariat, is pushing the Commission to table a proposal as soon as possible. Mrs WALLSTRÖM has not yet made up her opinion on this question.
6. The Interinstitutional Committee is due to meet in Parliament on 2nd October 2007 at High Level, Vice-president WALLIS, Commissioner WALLSTRÖM and a representative of the presidency, probably the ambassador. The Committee will hear a report of Commissioner WALLSTRÖM on the results of the consultation of the public on the green paper and the conclusion the Commission draws from this consultation for the revision of Regulation No 1049/2001. I suggested to let the Committee discuss some of the questions which have been debated by the WG and where a clarification of the text of Regulation No 1049/2001 is needed: data protection - relation between Regulations No 1049/2001 and No 45/2001; protection of the commercial interests of the institutions; definition of the term "document" - application of Regulation No 1049/2001 to data bases; relation between privileged access rights and Regulation No 1049/2001. The Interinstitutional Committee could indicate to the Commission in which way the Regulation should be amended to solve these questions. It is of course than up to the Commission to transpose these results into the future proposal.
- added the question of timing: Should the Commission wait with the presentation of its proposal to amend Regulation No 1049/2001 until certain judgements have been rendered (e.g. *Bavarian Lager* on the protection of names of lobbyists participating in a meeting of the Commission; *Sweden / Commission* on the right of veto of member States on the access to documents emanating from them).
7. The next meeting of the WG is scheduled for 21st November 2007.

Seen:

Copy:

(points 4, 5 and 6)



ЕВРОПЕЙСКИ ПАРЛАМЕНТ PARLAMENTO EUROPEO EVROPSKÝ PARLAMENT EUROPA-PARLAMENTET
EUROPÄISCHES PARLAMENT EUROPA PARLAMENT ΕΥΡΩΠΑΪΚΟ ΚΟΙΝΟΒΟΥΛΙΟ EUROPEAN PARLIAMENT
PARLEMENT EUROPÉEN PÁRLAIMINT NA hEORPA PARLAMENTO EUROPEO EIROPAS PARLĀMENTS
EUROPOS PARLAMENTAS EURÓPAI PÁRLAMENT IL-PARLAMENT EWROPEW EUROPEES PARLEMENT
PARLAMENT EUROPEJSKI PARLAMENTO EUROPEU PARLAMENTUL EUROPEAN
EVROPSKY PARLAMENT EVROPSKI PARLAMENT EUROOPAN PARLAMENTTI EUROPAPARLAMENTET

Service Juridique

SJ-0074/07

D(2008)5466

Luxembourg, 30 -01- 2008

NOTE FOR THE FILE

This document is a confidential legal opinion within the meaning of Article 4 (2) of Regulation 1049/2001 of the European Parliament and of the Council of 30 May 2001 regarding public access to European Parliament, Council and Commission documents.

The European Parliament reserves all its rights should this be disclosed without its authorisation.

Re: Interinstitutional Working Group Access to Documents

1. On 13 December 2007, the sub-group composed of representatives of the Legal Services met in the Council's buildings. The following members were present at this meeting:
 - (Commission),
 - (future successor of) and
 - (Council),
 - (Parliament).
2. The meeting was dedicated to an analysis of recent judgments, in particular cases
 - Turco
 - Bavariain Lager
 - APIMoreover, gave a short survey over the progress of the file concerning the reform of regulation no 1049/2001.
3. Following the conclusions of AG POIARES MADURO on 29 November 2007 in the *Turco*-case, cases C-39/05 P and C-52/05 P, the WG discussed the question in which situation an overriding public interest may exist justifying the disclosure of a legal opinion. Three situations were identified:
 - documents concerning emissions into the environment, see article 6 of the Arhus regulation 1367/2006
 - the interest of the Institution to disclose a particular legal opinion; e.g. the legal opinion on the principle of priority of community law over national law disclosed during the last Inter Governmental Conference
 - the case of an "obvious" legal opinion, e.g. on the choice of a legal basis for an act or if the opinion consists of a drafting submission.

4. It was recalled that the Ombudsman has confirmed that academic research does not constitute an overriding public interest. Furthermore, the exercise of the right of defence does not constitute an overriding public interest (joined cases T-391/03 and T-70/04 *Franchet and Byk/Commission*, points 136-138).
5. In this framework it was also recalled that according to the judgement in the *Petrie*-case (T-191/99, point 34), articles 1 and 255 EC do not have direct effect.
6. On the *Bavarian Lager*-case, T-194/04, announced that the Commission intends to appeal against the judgement. The main reason constitutes the fact that the interpretation of the CFI limits the scope of application of regulation no 45/2001 too narrowly (see annex 1). said that the Council would examine whether it would intervene in this appeal.
7. informed the WG that the Commission has argued in the newly introduced *Starck*-case, T-392/07, that despite of the *Bavarian Lager*-judgement, the Commission will continue to blank names of officials mentioned in written submissions when they are disclosed.
8. On the *API*-case, T-36/04, informed the WG that the Commission had lodged its appeal against the judgement of the CFI (see annex 2). The case is registered as C-528/07 P. The Council will probably intervene in this appeal. API and Sweden have also appealed.
9. informed the WG about the latest developments in the 1049/2001 reform process. A report will be published soon on the outcome of the consultation of the public. The document will be rather short, approximately 10 pages. The Commission intends to table the proposal for amendment of regulation no 1049/2001 in February. As concerns deadlines, the Commission intends to leave the 15 working days for the treatment of the initial request but to extend the period for confirmatory requests. One major problem remains access to competition files.
10. The next meeting of the WG is scheduled for 23rd January 2008.

Seen:

Copy:

Encl.: *Commission's appeals against judgements T-194/04 *Bavarian Lager* and T-36/04 *API**



ЕВРОПЕЙСКИ ПАРЛАМЕНТ PARLAMENTO EUROPEO EVROPSKÝ PARLAMENT EUROPAPARLAMENTET
EUROPÄISCHES PÄRLAMENT EUROOPA PARLÄMINT NA HEORPA PARLAMENTO EUROPEO EIROPAS PARLAMENTS
PARLEMENT EUROPÉEN PÁRLAIMINT NA HEORPA PARLAMENTO EUROPEO EUROPÄISCHE PARLAMENT
EUROPOS PARLAMENTAS EURÓPAI PARLAMENT IL-PARLAMENT EWROPEW EUROPEES PARLEMENT
PARLAMENT EUROPEJSKI PARLAMENTO EUROPEU PARLAMENTUL EUROPEAN
EURÓPSKY PARLAMENT EVROPSKI PÄRLAMENT EUROOPAN PARLAMENTTI EUROPAPARLAMENTET

Service Juridique

SJ-0049/08

D(2008)5487

Luxembourg, 30.01.2008

NOTE FOR THE FILE

This document is a confidential legal opinion within the meaning of Article 4 (2) of Regulation 1049/2001 of the European Parliament and of the Council of 30 May 2001 regarding public access to European Parliament, Council and Commission documents.

The European Parliament reserves all its rights should this be disclosed without its authorisation.

Re: Interinstitutional Working Group Access to Documents

1. On 23 January 2008, the sub-group composed of representatives of the Legal Services met in the Parliament's buildings. The following members were present at this meeting:
- (Commission),
- (future successor of) and
- (Council),
- (Parliament).
2. The meeting focussed on the preparation of the modification of regulation no 1049/2001. Furthermore, and myself gave a brief summary of the discussion held in the LIBE-committee on 22nd January on the occasion of a intervention of Vice-President Mrs. WALLIS in the framework of the preparation of the *Caputto-report*.
3. informed the WG that the Commission intends to formally present a proposal to modify regulation no 1049/2001 by the end of March 2008. Presently, the following modifications can be expected:
 - in article 1 it will be stressed that the access concerns public access and not access by a particular person to a document that concerns this particular person
 - in article 3, the definition of a "document" will be amended in order to take account of the rising use of data bases; the Commission intends to limit the scope of application of regulation 1049/2001 to bases which allow a printout of the document requested without any manipulation of the data base concerned
 - take account of the latest jurisprudence in case C-64/05 P Sweden / Commission and codify the practise of the Council concerning the definition of documents of Member States; documents submitted by Member States in the framework of the legislative procedure are considered to be Council documents to which article 4(5) of regulation 1049/2001 does not apply; in this context, it has to be ensured that the national rules on access to documents are not undermined by the possibilities of getting access through the Council

- the list of exceptions contained in article 4 will be enlarged by environmental information to take note of the modifications introduced by regulation 1367/2006 concerning the Arhus Convention
 - the consultation of third parties and Member States will be taken out of article 4 and become an article of itself
 - a rule will be introduced stating clearly that the time limit only runs from the moment at which a request can be considered sufficiently clear to allow the identification of the document requested
 - the time limit to deal with confirmatory requests will be extended to 30 working days.
4. and myself distributed to the members of the WG copies of the three working documents prepared by so far. is in charge of the annual report 2006 on access to documents. Nevertheless, he intends to present his report on this topic together with EP's report on the modification of regulation no 1049/2001.
5. Furthermore we informed the WG of the presentation of Mrs. WALLIS to the LIBE-committee on the Interinstitutional Meeting held on 2nd October 2007. Mrs. WALLIS outlined the framework in which this meeting was held and the items discussed. On several occasions she referred to the unwillingness of the Council to discuss any topic going beyond particular cases. The Council refused expressly to discuss the modification of regulation no 1049/2001 as well as the question of access of MEPs to documents in the framework of the legislative procedure (case GUARDANS). It is up to the Council to organise the next meeting.
6. The next meeting of the WG is scheduled for 5 March 2008.

Seen:

Copy:



ЕВРОПЕЙСКИ ПАРЛАМЕНТ PARLAMENTO EUROPEO EVROPSKÝ PARLAMENT EUROPAPARLAMENTET
EUROPÄISCHES PARLAMENT EUROPA PARLAMENT ΕΥΡΩΠΑΪΚΟ ΚΟΙΝΟΒΟΥΛΙΟ EUROPEAN PARLIAMENT
PARLEMENT EUROPÉEN PARLAIMINT NA HEORPA PARLAMENTO EUROPEO EIROPAS PARLAMENTS
EUROPOS PARLAMENTAS EURÓPAI PARLAMENT IL-PARLAMENT EWROPEW EUROPEES PARLEMENT
PARLAMENT EUROPEJSKI PARLAMENTO EUROPEU PARLAMENTUL EUROPEAN
EVROPSKY PARLAMENT EVROPSKI PARLAMENT EUROOPAN PARLAMENTTI EUROPAPARLAMENTET

Legal Service

SJ-0049/08

D(2008)18270

Luxembourg, 25-03-2008

NOTE FOR THE FILE

This document is a confidential legal opinion within the meaning of Article 4 (2) of Regulation 1049/2001 of the European Parliament and of the Council of 30 May 2001 regarding public access to European Parliament, Council and Commission documents.

The European Parliament reserves all its rights should this be disclosed without its authorisation.

Re: Interinstitutional Working Group Access to Documents

1. On 5 March 2008, the sub-group composed of representatives of the Legal Services met in the Council's buildings. The following members were present at this meeting:

(Commission),
(Council),
(Parliament).
 2. At the meeting the following issues were discussed: reform of regulation No 1049/2001, access to written submissions after *API*-judgement and access to audit reports.
 3. gave an overview over the latest developments in the revision of Regulation No 1049/2001. He explained that the Commission has encountered difficulties in dealing with requests for access to documents relating to competition policy once the investigations were closed. Competitors were trying to use the procedure under Regulation No 1049/2001 in order to get access to these documents for the purpose of claiming damages before national courts. In order to cope with these difficulties the Commission envisages a bloc exemption for documents concerning enforcement measures in the field of competition law.
 4. The Commission bases this approach on the judgement delivered on 14 February 2008 by the Court of justice in case C-450/06 *Varec*. According to this judgement business secrets have to be protected not only during the tendering procedure but also during subsequent judicial proceedings aimed at controlling the adjudication procedure. Furthermore, the Commission considers that the judgement of the CFI in case T-194/04 *Bavarian Lager/Commission* has drastically limited the field of application of Regulation No 45/2001 in favour of Regulation No 1049/2001 by refusing the data subject the right to oppose to the transfer of his data to third persons.
 5. The second issue discussed was the practise followed by the institutions concerning access to written submissions in Court cases and to legal opinions after the judgement in case T-36/04 *API/Commission* and the conclusions in case C-64/05 P Sweden / Commission. The practise of the three institutions can be summarised as follows:

- Council:
 - due to the *erga omnes* effect of decisions on requests for access, once access is given to one person, it is given to every other applicant to the same extend; however, written submissions and legal opinions are not accessible via Internet and the Council's register but only on individual request; the Council disposes of an automatic document tracking system which allows to identify the documents to which an access has been granted in the past;
 - annexes of the written submissions are considered to constitute part of the document requested and will be given to the applicant;
 - access is never granted before the hearing has taken place; after the hearing access would be given in cases concerning direct actions as well as preliminary proceedings; so far, the Council has never given access to any written submissions;
 - documents of third parties relating to judicial proceedings are dealt with according to Article 4 par. 4 and 5 of Regulation No 1049/2001.
- Commission:
 - access is given to all applicants to the same extend; neither written submissions nor legal opinions are available on the internet but made available only on request;
 - neither annexes nor the list of annexes are considered to be part of written submissions;
 - despite the distinction drawn in the *API*-judgement between direct actions and preliminary proceedings, access is only granted after the judgment;
 - concerning access to documents of third parties: in the appeal against the *API*-judgement, the Commission defended the idea that third party documents received by the Commission in the context of judicial proceedings do not fall under Regulation No 1049/2001. Thus, the Commission takes up the thesis defended by the Italian government and by a private company consulted in application of article 4 par. 4 and 5 of Regulation No 1049/2001. The new Article 255 TFEU will apply the principle of transparency also to the Court of justice but excludes explicitly the documents relating to judicial proceedings. As a consequence, the Commission considers only its own submissions as documents falling under Regulation No 1049/2001 but not the written submissions received from other parties. The Commission intends to introduce this distinction also in the proposal for reform of Regulation No 1049/2001.
- Parliament:
 - access is given to all applicants to the same extend; neither written submission nor legal opinions are available on the internet but made available only on request;
 - in one case access was granted to the written submissions including all annexes (case C-244/03; SJ-0097/08); in another case access was granted to the written submissions including the list of annexes but not the annexes (C-320/04 PNR, SJ-0093/08);
 - access has so far only been granted after the judgment;

- documents of third parties are considered to fall under Regulation No 1049/2001 and a consultation would be launched in application of Article 4 par. 4 and 5 of the regulation;
 - signature of the agents is blanked out to avoid abuse.
6. On the basis of this exchange over the existing practice I invited the colleagues from the Commission to consider the introduction of a bloc exemption not only for competition files but also for documents relating to judicial proceedings. The new Article 255 TFEU provides for a good basis for this thesis as well as Article 20 of the Statute of the Court. Furthermore, making available only the written submissions of the Institutions raises a question of equality of arms of the parties.
7. Finally, the treatment of audit reports was examined. The background constitutes a request for access to the internal audit report on the use by MEPs of the allowance for parliamentary assistance. All participants argued in favour of a refusal of the requested access. The representatives of the Council favoured an application of the exception laid down in Article 4 par. 3 second indent (internal document) whereas the representatives of the Commission considered rather the exception contained in Article 4 par. 2 third indent to be applicable. Although the audit was finished, the refusal would still endanger the purpose of the audit procedure as the cases of misuse were still not resolved.
8. The next meeting of the WG is scheduled for 14 Mai 2008 at 14.30 h in the Commission.

Seen:

Copy:



ЕВРОПЕЙСКИ ПАРЛАМЕНТ PARLAMENTO EUROPEO EVROPSKÝ PARLAMENT EUROPA-PARLAMENTET
EUROPÄISCHES PARLAMENT EUROPA PARLAMENT ЕУРОПАΪКО КОНОБОЯИО EUROPEAN PARLIAMENT
PARLEMENT EUROPÉEN PÁRLAIMINT NA HÉORPA PARLAMENTO EUROPEO EIOPAS PARLAMENTS
EUROPOS PARLAMENTAS EURÓPAI PARLAMENT IL-PARLAMENT EWROPEW EUROPEES PARLEMENT
PARLAMENT EUROPEJSKI PARLAMENTO EUROPEU PARLAMENTUL EUROPEAN
EURÓPSKY PARLAMENT EVROPSKI PARLAMENT EUROOPAN PARLAMENTTI EUROPAPARLAMENTET

Service Juridique

SJ-0049/08

D(2008)60045

Luxembourg, le - 9 -10- 2008

NOTE DE DOSSIER

Ce document constitue un avis juridique confidentiel, susceptible de bénéficier de la protection du Règlement 1049/2001 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2001 sur l'accès du public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission.

Le Parlement européen réserve tous ses droits en cas de divulgation non autorisée par lui.

Objet : GT Transparence

1. Le groupe de travail s'est réuni au Parlement européen le 7 octobre 2008. Etaient présents :
 - (Commission),
 - (Conseil),
 - (Parlement).
2. La réunion s'est concentrée sur les conséquences de l'arrêt TURCO / Conseil (C-39/05 P et C-52/05 P et sur les demandes d'accès, déposées par après l'arrêt, à tous les avis juridiques établis par la Commission et le Conseil en 2008.
3. En ce qui concerne les conséquences à tirer de l'arrêt TURCO, le GT a essayé de définir le terme "*avis juridique relatif à un processus législatif*" utilisé dans l'arrêt. La discussion est à résumer comme suit :
 - uniquement les actes adoptés avec participation de la COM, du PE et du CSL sont des actes législatifs (règlements, directives, etc.)
 - les actes doivent produire des effets juridiques à l'extérieur des institutions
 - sortent de ce fait toutes les réglementations internes, telles que le Règlement intérieur (de la COM, du PE et du CSL)
 - le CSL applique l'article 7 de son Règlement intérieur qui définit les cas où le CSL agit en qualité de législateur ; dès lors, seuls les actes produisant des effets à l'intention ou à l'intérieur des Etats membres seront considérés comme actes législatifs aux yeux de cette institution
 - les actes doivent disposer d'un caractère général
 - les décisions individuelles ne respectent pas cette condition
 - les règlements anti-dumping constituent, selon la jurisprudence, des faisceaux de décisions isolées qui peuvent être attaquées individuellement par les entreprises concernées

- en ce qui concerne les actes adoptés en comitologie, le CSL est d'avis qu'ils constituent des actes d'exécution et, dès lors, ne tombent pas sous la catégorie des actes législatifs ; le PE et la COM estiment plutôt qu'il s'agit d'actes législatifs, du moins en ce qui concerne les actes "PRAC"
 - la COM est d'avis qu'elle n'établisse pas d'avis relatifs à un processus législatif ; ses avis sont uniquement destinés aux autres services de la COM ou aux commissaires. La COM interprète la notion "processus législatif" comme signifiant "soumis au législateur". Par conséquent, uniquement les avis qui ont été portés à la connaissance du législateur (i.e. PE et CSL) sont concernés par l'arrêt, car ce sont les seuls à pouvoir influencer la décision de ce dernier. Tel n'est pas le cas des avis juridiques établis par la COM.
4. Pour ce qui concerne l'application dans le temps, les membres du groupe furent d'accord pour dire qu'un accès aux avis juridiques relatifs à un processus législatif ne peut pas avoir lieu, en règle générale, avant la clôture de la procédure législative. Celle-ci est marquée par la dernière décision d'une des deux branches du législateur établissant le texte final; par conséquent, ce n'est ni la signature du texte par les deux présidents, ni la date de la publication de l'acte au JO qui marqueront la clôture de la procédure législative.
 5. Avant cette date, un accès aux avis juridiques sera, en règle générale, refusé. En ce qui concerne la base du refus, le CSL a proposé une application cumulative des exceptions de l'article 4, paragraphes 2 et 3 du règlement n° 1049/2001. Le PE a favorisé l'application de l'article 4, paragraphe 3, premier alinéa, jusqu'à l'adoption de l'acte et seulement après l'article 4, paragraphe 2.
 6. En ce qui concerne l'inscription des avis juridiques au Registre, le CSL a expliqué qu'il les inscrit déjà dans son registre. Ils y figurent sous le titre "Contribution du Service juridique à ..." et non pas sous le titre "avis juridique". Le texte est accessible sur demande. Une fois l'accès octroyé, le texte est directement accessible en format pdf. Quant à la COM, elle n'inscrit pas, pour le moment, ses avis juridiques dans le registre. J'ai expliqué que le PE a l'intention de les inscrire à l'avenir sur le registre du Parlement et que nous sommes actuellement en train d'explorer les modalités techniques.
 7. Ensuite a été discutée la demande d'accès de à tous les avis juridiques établis par les services juridiques de la COM et du CSL en 2008 :
 - La COM a rédigé un projet de réponse qui sera probablement envoyé dans les prochains jours (annexe). Cette dernière considère que n'a pas introduit une demande recevable sur la base de l'article 6, paragraphe 2, du règlement n° 1049/2001. Elle lui a donc demandé de préciser quels sont les avis juridiques auxquels il souhaite avoir accès. Avec cette approche, la COM souhaite obtenir une clarification de la jurisprudence au sujet des demandes manifestement déraisonnables (arrêt du 13.04.2005, *Verein für Konsumenteninformation / Commission* (T-2/03, Rec. 2005, II-1121)). Comme le règlement n° 1049/2001 ne contient pas de règle protégeant les institutions contre des abus manifestes, la COM cherche à obtenir de la part du Tribunal une clarification de cette jurisprudence qui l'oblige à examiner 47.000 pages.
 - Le CSL a identifié 39 avis juridiques établis en 2008 et relatifs à un processus législatif. Les 39 seront triés selon le critère si la procédure est clôturée ou non. Les avis relatifs à des procédures clôturées seront par la suite examinés au cas par cas avant l'octroi d'un quelconque accès.

- Jusqu'au 7 octobre, le PE n'avait pas encore reçu de demande pareille de la part de
En revanche, j'ai expliqué aux participants les raisons qui ont amené le Service juridique à divulguer à l'avis juridique sur une éventuelle criminalisation de l'immigration illégale. Cette divulgation est due au fait qu'il ne s'agit pas, en l'occurrence, d'un avis relatif à un processus législatif, mais que nous ne voyons aucun risque que l'octroi d'un accès à cet avis pourrait porter atteinte à l'intérêt du PE de demander et de recevoir des avis francs, objectifs et complets.
- 8. Finalement, a été discutée l'application des deux exceptions prévues dans l'arrêt Turco, notamment le cas des avis d'un "*caractère particulièrement sensible*" et celui d'une "*portée particulièrement large*". Il a été proposé de ranger, dans la première catégorie, les avis qui concernent des textes législatifs sensibles et hautement controversés - tels que le règlement n° 1907/2006 REACH - et des textes couverts par l'exception de l'article 4, paragraphe 1, sous a) du règlement n° 1049/2001, donc des textes relatifs à la sécurité publique, à la défense et aux affaires militaires, aux relations internationales, à la politique financière, etc. En ce qui concerne la deuxième catégorie, il a été proposé de l'appliquer aux avis qui discutent des questions juridiques pouvant se rapporter à d'autres cas, tels qu'un avis sur le système de gouvernance d'une agence. Les principes développés dans un tel avis trouveront application dans d'autres agences. D'autres exemples constituent un avis sur la coopération renforcée ou, en règle plus générale, un avis pouvant être pertinent dans d'autres cas à cause de son analyse théorique. Le dommage que la divulgation d'un tel avis pourrait causer consiste dans le fait qu'il pourrait être utilisé hors du contexte dans lequel il a été établi.
- 9. La prochaine réunion aura lieu le 13 novembre 2008 à 14.30 heures au Service juridique du Conseil.

Annexe

Copie :



ЕВРОПЕЙСКИ ПАРЛАМЕНТ PARLAMENTO EUROPEO EVROPSKY PARLAMENT EUROPA-PARLAMENTET
EUROPÄISCHES PARLAMENT EUROPA PARLAMENT ΕΥΡΩΠΑΪΚΟ ΚΟΙΝΟΒΟΥΛΙΟ EUROPEAN PARLIAMENT
PARLEMENT EUROPÉEN PARLAIMINT NA HEOPA PARLAMENTO EUROPEO EIOPAS PARLAMENTS
EUROPOS PARLAMENTAS EURÓPAI PARLAMENT IL-PARLAMENT EWROPEW EUROPEES PARLEMENT
PARLAMENT EUROPEJSKI PARLAMENTO EUROPEU PARLAMENTUL EUROPEAN
EURÓPSKY PARLAMENT EVROPSKI PARLAMENT EUROOPAN PARLAMENTTI EUROPAPARLAMENTET

Service Juridique

SJ-0049/08

D(2008)68919

Strasbourg, le

19-11-2008

NOTE A L'ATTENTION DE M. C. PENNERA

Le Jurisconsulte

Ce document constitue un avis juridique confidentiel, susceptible de bénéficier de la protection du Règlement 1049/2001 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2001 sur l'accès du public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission.
Le Parlement européen réserve tous ses droits en cas de divulgation non autorisée par lui.

Objet : GT Transparence

1. Le groupe de travail s'est réuni au Conseil le 17 novembre 2008. Etaient présents :

- (Commission),
- (Conseil),
- (Parlement).

2. Ont été discutés les sujets suivants :

- suite de la demande du cabinet *roaming*, relative aux avis concernant la directive *roaming*,
 - suite de la demande de établis en 2008, (pour i) - accès à tous les avis juridiques établis en 2008,
 - interprétation de larrêt Turco,
 - refonte du règlement n° 1049/2001 et
 - jurisprudence récente.
3. Suite aux réponses données par le CSL (annexe 1) et la COM (annexe 2) à sollicitant un accès à tous les avis juridiques établis en 2008, le Conseil a reçu plusieurs demandes en provenance de la même personne sollicitant l'accès à des avis juridiques spécifiques. Cependant, dans ses demandes, n'a pas fait référence à sa demande initiale. En revanche, la COM n'a plus reçu de demande de la part de . Pour mémoire, le Parlement n'a pas reçu de pareille demande de la part de ce dernier sollicitant l'accès à tous les avis juridiques établis en 2008.
4. En ce qui concerne la demande du Cabinet relative aux avis juridiques établis en relation avec l'adoption de la directive roaming, le CSL a identifié un avis juridique auquel

il a octroyé un accès partiel, à savoir au premier paragraphe reprenant la question soumise pour avis. La COM a identifié quatre avis juridiques dont un seul a été rendu partiellement accessible, un accès aux trois autres ayant été refusé. Pour mémoire, notre Service a établi un avis concernant l'interprétation de cette directive. La réponse au service du Registre était donc négative tout en indiquant qu'il existe un avis (SJ-0474/07) qui ne concerne pas la procédure législative mais l'interprétation de la directive (dossier SJ-0704/08).

5. La raison pour l'adoption des décisions de refus était la préservation de l'égalité des armes devant les juridictions. Le groupe a discuté la question de savoir comment ce motif pourrait être intégré dans la systématique de l'article 4 du règlement n° 1049/2001. Comme les avis n'ont pas été établis dans le cadre d'une procédure judiciaire, l'article 4, paragraphe 2, 2^{ème} tiret, première alternative, n'est pas applicable. En ce qui concerne la deuxième alternative relative aux avis juridiques, il faut observer l'arrêt Turco. Le groupe a considéré la possibilité d'appliquer l'exception relative aux avis juridiques particulièrement sensibles reconnue par la Cour dans son arrêt. La sensibilité naît du fait que la divulgation de l'avis en ce moment porterait préjudice à la capacité de l'institution à défendre la validité de la directive dans l'affaire C-58/08 pour laquelle l'audience n'a pas encore eu lieu. Cette thèse souffre, cependant, du fait que le caractère sensible soit basé sur une analyse de la situation actuelle du dossier. Après l'audience, elle n'existera plus. En outre, il est à craindre qu'à l'avenir les cabinets d'avocats déposeront une demande d'accès avant l'introduction du recours ou l'adoption de la décision de renvoi par le tribunal national. Dans ce cas, on ne pourra pas invoquer la sensibilité de l'avis.
6. Ensuite a été discuté le champ d'application de l'arrêt Turco. Les trois Services juridiques appliquent la jurisprudence Turco selon laquelle il faut balancer l'intérêt de la protection des avis juridiques avec l'intérêt public de la transparence des travaux législatifs ayant trait seulement aux avis juridiques relatifs à des procédures législatives. Dès lors, sont exclus les avis relatifs à des dossiers administratifs, tels que les avis juridiques en matière de fonction publique. Selon la COM et le CSL, constituent des avis relatifs à une procédure législative tous les avis établis au sujet d'un acte législatif, qu'il s'agisse d'un avis établi avant le dépôt de la proposition de la COM, pendant sa phase d'adoption ou après la mise en place de cette dernière. Les deux services ne suivent donc pas la logique que notre Service a adoptée dans le dossier , à savoir que l'avis sollicité par ITRE sur l'entrée en vigueur de la directive constitue un avis relatif à l'interprétation de la directive et non pas un avis relatif à une procédure législative.
7. a informé le groupe que le CSL a reçu 50 demandes d'accès à des avis juridiques depuis le prononcé de l'arrêt Turco en juillet 2008.
8. Puis a été abordée la question de la portée des deux exceptions reconnues par la Cour dans l'arrêt Turco relatives aux avis particulièrement sensibles et d'une portée particulièrement large. Outre le dossier , la COM a invoqué la sensibilité d'un avis juridique concernant un avis relatif à la directive énergie. Dans ce dernier dossier, le caractère sensible était fondé sur le choix politique laissé aux gouvernements des Etats membres sur la politique nationale à adopter pour réaliser l'objectif de la directive. Le Conseil a invoqué la sensibilité pour protéger la position de l'Union dans une procédure devant l'OMC. Le critère "particulièrement large" a été invoqué par la COM pour justifier un refus dans le cadre d'une demande relative à un avis portant sur la responsabilité de la COM touchant le comportement des Agences communautaires.
9. a informé le groupe du progrès du dossier refonte du règlement n° 1049/2001. Il a notamment attiré l'attention du groupe sur le rapport JÄÄTTEENMÄKI relatif à l'avis de

l'AFCO sur le rapport CASHMAN à établir par la LIBE. a signalé que M. CASHMAN ne s'est pas encore prononcé sur la direction qu'il souhaite prendre vis-à-vis de la proposition de la COM. Le document de travail que M. CASHMAN a présenté à la LIBE en octobre reste encore assez vague. La COM espère que M. CASHMAN insistera sur les points contenus dans la résolution de 2006. Mme WALLSTRÖM avait eu des contacts avec Mme MALMSTRÖM, du gouvernement suédois, afin de préparer le traitement de ce dossier lors de la présidence suédoise.

10. A la fin de la réunion, la jurisprudence récente a été abordée. Dans l'affaire T-380/08 Pays Bas / Commission, la COM doit préparer sa défense pour le mois de décembre. Cette affaire concerne la question de savoir si un Etat membre peut se prévaloir du droit d'accès en vertu du règlement n° 1049/2001. La COM conteste ce droit. Les Pays-Bas demandent l'accès à un document relatif à une procédure en matière de concurrence afin de pouvoir préparer un recours en dommages et intérêts. Ce dossier se situe dans le contexte de la proposition de la COM ayant pour but de réaliser le droit de la concurrence par le biais des recours en dommages et intérêts des consommateurs et des concurrents contre des entreprises qui ne respecteraient pas le droit de la concurrence. En outre, l'affaire T-42/05 Williams / COM a été discutée. Dans cette affaire, le TPI a annulé un refus implicite de la COM à une demande confirmative pour défaut de motivation.
11. La prochaine réunion a été fixée au 22 janvier 2009 à 14.30 heures au Service juridique de la COM.

Vu:

Annexes

Copie : Mme et MM. les coordinateurs



ЕВРОПЕЙСКИ ПАРЛАМЕНТ PARLAMENTO EUROPEO EVROPSKÝ PARLAMENT EUROPA-PARLAMENTET
EUROPÄISCHES PARLAMENT EUROPA PARLAMENT ΕΥΡΩΠΑΪΚΟ ΚΟΙΝΟΒΟΥΛΙΟ EUROPEAN PARLIAMENT
PARLEMENT EUROPÉEN PARLAIMINT NA HEORPA PARLAMENTO EUROPEO EIOPAS PARLAMENTS
EUROPOS PARLAMENTAS EURÓPAI PARLAMENT IL-PARLAMENT EWROPEW EUROPEES PARLEMENT
PARLAMENT EUROPEJSKI PARLAMENTO EUROPEU PARLAMENTUL EUROPEAN
EURÓPSKY PARLAMENT EVROPSKI PARLAMENT EUROOPAN PARLAMENTTI EUROPAPARLAMENTET

Service Juridique

SJ-0053/09

D(2009)4299

Luxembourg, le 29-01-2009

NOTE A L'ATTENTION DE Monsieur Christian PENNERA

Le Jurisconsulte

Ce document constitue un avis juridique confidentiel, susceptible de bénéficier de la protection du Règlement 1049/2001 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2001 sur l'accès du public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission.
Le Parlement européen réserve tous ses droits en cas de divulgation non autorisée par lui.

Objet : GT Transparence

1. Le groupe de travail s'est réuni à la Commission le 22 janvier 2009. Etaient présents :
 - [] (Commission),
 - [] (Conseil),
 - [] (Parlement).
2. Ont été discutés les sujets suivants :
 - refonte du règlement n° 1049/2001 ;
 - jurisprudence récente ;
 - suites de la demande de [] (pour []) - accès à tous les avis juridiques établis en 2008.
3. [] a informé de l'état de la discussion sur la refonte du règlement n° 1049/2001. Il a notamment informé le GT du fait que la JURI et la PETI ont adopté leurs avis pour la LIBE les 20 et 19 janvier respectivement. Il a eu des entretiens avec [] et il en aura d'autres avec [] et [] de la LIBE. Cette commission a prévu le vote sur le rapport CASHMAN pour le 17 février.
4. J'ai complété cette information par le fait que l'AFCO a adopté son avis pour la LIBE le 22 janvier. L'avis préparé par [] a été adopté sauf l'amendement 10 relatif aux accords bilatéraux avec des Etats tiers et des Organisations internationales. [] et [] ont observé que la proposition de la COM ne porte pas sur une modification de l'article 9(7) du règlement n° 1049/2001 et que, pour cette raison, l'amendement 9 de l'avis [] ne peut pas être confirmé par le CSL.

5. Ensuite, a informé le GT de la rencontre du secrétariat de la LIBE (et) avec le Conseil. La LIBE prévoit de faire adopter par la plénière, en mars 2009, les amendements mais pas la résolution législative. Ainsi, la COM disposerait du temps nécessaire pour proposer les modifications de sa proposition avant les élections de juin. a confirmé que la présidence tchèque a l'intention de préparer le dossier mais de le faire adopter seulement sous la présidence suédoise, c.-à-d. pendant le deuxième semestre 2009.
6. Cette procédure, déjà appliquée par la LIBE lors de l'adoption du règlement n° 1049/2001 et également appliquée par l'AFCO lors de la réforme du Statut du Médiateur en 2008, comporte le problème que la première lecture n'est pas terminée, du moins selon l'article 152 du Règlement du Parlement.
7. a informé le groupe que la COM dispose d'un délai jusqu'à la fin du mois de février pour déposer des observations sur le pourvoi introduit par la Suède contre l'arrêt My Travel (C-506/08 P). Selon , le pourvoi critique que le TPI n'a pas suffisamment tenu compte de l'arrêt Turco pour son arrêt mais a plutôt appliqué une sorte d'exemption par catégorie pour les avis juridiques. Ensuite a été brièvement discuté l'arrêt T-144/05 Muñiz/COM. Celui-ci est plutôt sur la ligne tracée par l'arrêt Turco.
8. A la suite de ces informations, le GT a fait un tour d'horizon de l'évolution en matière d'accès aux avis juridiques depuis l'arrêt Turco en juillet 2008. Les institutions n'ont pas constaté une vraie augmentation des demandes suite à cet arrêt. Dans la pratique, le CSL continue uniquement à accorder un accès aux avis relativement anciens, c.-à-d. des avis ayant plus de 10 ans. Dans les autres cas, il essaye de trouver une justification pour leur non-divulgation. La COM et le PE essayent d'appliquer l'arrêt Turco et donnent, en principe, accès aux avis juridiques à moins qu'une des exceptions ne soit applicable. La COM et le PE refusent l'accès à des avis concernant une procédure législative aussi longtemps que l'acte n'a pas été adopté, en se basant sur l'exception de l'article 4, par. 3, 1^{er} sous-par. du règlement n° 1049/2001.
9. , qui avait sollicité un accès à tous les avis juridiques établis en 2008 par la COM et par le CSL, n'a pas poursuivi sa demande déposée en été 2008.
10. J'ai informé le GT de la notification de la première affaire du Parlement européen en matière de transparence, T-471/08 Toland.
11. La prochaine réunion a été fixée au 19 mars 2009 à 14.30 heures au Service juridique du Parlement.

Vu:

Copie : Mme et MM. les coordinateurs



ЕВРОПЕЙСКИ ПАРЛАМЕНТ PARLAMENTO EUROPEO EVROPSKY PARLAMENT EUROPA-PARLAMENTET
EUROPÄISCHES PARLAMENT EUROOPA PARLAMENT ΕΥΡΩΠΑΪΚΟ ΚΟΙΝΟΒΟΥΛΙΟ EUROPEAN PARLIAMENT
PARLEMENT EUROPÉEN PARLAIMINT NA HEORPA PARLAMENTO EUROPEO EIROPAS PARLAMENTS
EUROPOS PARLAMENTAS EURÓPAI PARLAMENT IL-PARLAMENT EWROPEW EUROPEES PARLEMENT
PARLAMENT EUROPEJSKI PARLAMENTO EUROPEU PARLAMENTUL EUROPEAN
EURÓPSKY PARLAMENT EVROPSKI PARLAMENT EUROOPAN PARLAMENTTI EUROPAPARLAMENTET

juin

Service Juridique

SJ-0053/09

D(2009)17645

Strasbourg, le

25 -03- 2009

NOTE A L'ATTENTION DE Monsieur Christian PENNERA

Le Jurisconsulte

Ce document constitue un avis juridique confidentiel, susceptible de bénéficier de la protection du Règlement 1049/2001 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2001 sur l'accès du public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission.
Le Parlement européen réserve tous ses droits en cas de divulgation non autorisée par lui.

Objet : GT Transparence

1. Le groupe de travail s'est réuni au Parlement le 19 mars 2009. Etaient présents :

- i (Commission),
- (Conseil),
- (Parlement).

2. Ont été discutés les sujets suivants :

- jurisprudence récente ;
- refonte du règlement n° 1049/2001 ;

3. Ont été évoqués les arrêts et ordonnances suivants :

- Muñiz / Commission T-144/05 : Cette affaire concerne l'interprétation de l'article 4, par. 3 du règlement n° 1049/2001. Le TPI poursuit la logique tracée par la Cour dans l'arrêt *Turco*, affaires jointes C-39/05 P et 52/05 P, selon laquelle le règlement n° 1049/2001 exige une transparence accrue en matière législative. Le TPI applique cette jurisprudence à des documents établis dans le cadre d'une procédure de comitologie. Le deuxième aspect à retenir est le fait que le Tribunal précise ses exigences en matière du risque que la divulgation peut porter atteinte à la protection du processus décisionnel. Le Tribunal concède qu'en principe une pression extérieure ciblée peut constituer un motif légitime pour restreindre l'accès à des documents. Cependant, la réalité d'une telle pression extérieure doit être acquise avec certitude et la preuve qu'il y a un risque que la divulgation affecte substantiellement le processus décisionnel doit être apportée par l'Institution. La simple possibilité d'une telle pression extérieure en raison des intérêts

commerciaux importants ne suffit pas. En outre, le Tribunal a jugé que le fait que la capacité de son personnel et des experts participant aux réunions de travail à exprimer leurs opinions serait réduite si, lors de l'élaboration de documents tels que les documents demandés, ils devaient tenir compte de la possibilité que leurs opinions soient divulguées au public, n'est pas susceptible de démontrer que les inquiétudes de l'Institution sont objectivement justifiées. Finalement, il convient de retenir de cet arrêt que l'existence d'une promesse de la part de l'Institution concernée de respecter la confidentialité des discussions de son personnel et des experts participant aux réunions de travail ne constitue pas une justification à un refus basé sur l'article 4, par. 3, premier alinéa, du règlement n° 1049/2001.

- Borax / Commission T-121/05 et T-166/05 : L'arrêt concerne l'interprétation des exceptions de l'article 4, par. 1, sous b) et par. 3, deuxième alternative, du règlement n° 1049/2001. Le demandeur avait sollicité l'accès à des enregistrements sonores effectués lors d'une réunion d'experts désignés par des Etats membres visant conseiller la Commission dans le cadre de l'adaptation au progrès technique de la directive 67/548/CEE. Donc, également un dossier en comitologie. Tout comme dans l'affaire Muñiz, le TPI n'accepte pas, comme justification du refus, que la COM ait assuré aux experts la confidentialité. De plus, le TPI critique la COM de ne pas avoir démontré dans sa décision comment la divulgation des noms des experts pouvait spécifiquement et concrètement porter atteinte à la vie privée des experts. Le TPI souligne le caractère législatif du processus et la nécessité d'une transparence accrue en matière législative. Dans le cadre de l'interprétation de l'article 4, par. 3, le TPI distingue les avis scientifiques des avis juridiques qui auraient un statut différent. Néanmoins, il rejette l'argument de la COM évoquant que la divulgation de l'identité des experts nuit gravement au processus décisionnel de la COM, car cette dernière ne pourrait plus bénéficier des francs conseils. En plus, le TPI rejette la thèse que le risque d'une divulgation constitue un facteur dissuasif pour les experts. Selon le TPI, un tel risque ne pourrait pas non plus être déduit du fait que les avis scientifiques ont des conséquences importantes notamment économiques ou financières. De même, le TPI considère que ce risque ne peut pas nuire gravement au processus décisionnel de l'Institution. Cet arrêt, bien qu'il distingue clairement les avis juridiques des avis scientifiques, est d'autant plus important qu'il érige une barre assez haute pour la preuve du risque que la divulgation du document en question porte gravement atteinte au processus décisionnel de l'Institution.
- Donnici / Parlement C-09/08 : Ordonnance du 29 janvier 2009 sur le retrait de l'avis juridique SJ-0332/07. Les participants étaient d'avis que l'ordonnance démontre les difficultés que la Cour rencontre lorsqu'elle cherche à concilier la jurisprudence *Turco*, basée sur le principe de la transparence, avec la jurisprudence en matière de production de documents dans le cadre de procédures judiciaires basée sur le consentement de l'auteur.
- Heinrich C-345/05 : Cette affaire concerne plutôt la question de la publicité de la loi que celle de la transparence au sens du règlement n° 1049/2001. Dans une annexe à un règlement adopté par la Commission, une liste à l'encontre des passagers énumérait les objets interdits d'emmener à bord d'un avion. Pourtant, cette liste n'avait pas été publiée au JO. En vertu du principe de la sécurité juridique, une législation non publiée ne peut pas être opposée au citoyen.
- Toland / Parlement T-471/08 : J'ai brièvement informé les participants de la réunion de la première affaire du Parlement en matière de transparence.

4. a informé du résultat du vote en plénière des amendements du Parlement concernant la proposition de refonte du règlement n° 1049/2001. La Commission attend une nouvelle réaction du Parlement européen. Pour l'instant, elle refuse de considérer les amendements irrecevables, car hors champ d'application de l'article 255 CE ou pas couverts par la procédure de refonte, comme convenu dans l'Accord Interinstitutionnel.

a rajouté que la Présidence en exercice du Conseil a des difficultés à traiter ce dossier. Elle préfère le laisser à la Présidence suédoise pendant le second semestre de l'année. Cependant, selon une première appréciation des autorités suédoises, les amendements votés par le Parlement rendent la tâche très difficile. On aurait préféré un texte au moins incontestablement couvert par la base juridique de l'article 255 CE. Les autorités belges qui assumeront la Présidence après la Suède se préparent déjà pour devoir continuer à traiter le dossier.

5. La prochaine réunion a été fixée au 3 juin 2009 à 14.30 heures au Service juridique du Conseil. Le groupe discutera, e.a. les implications du règlement n° 1367/2006 (Arhus) sur l'application du règlement n° 1049/2001.

Vu :

Copie : MM. les directeurs
Mme et MM. les coordinateurs



ЕВРОПЕЙСКИ ПАРЛАМЕНТ PARLAMENTO EUROPEO EVROPSKÝ PARLAMENT EUROPA-PARLAMENTET
EUROPÄISCHES PARLAMENT EUROOPA PARLAMENT ΕΥΡΩΠΑΪΚΟ ΚΟΙΝΟΒΟΥΛΙΟ EUROPEAN PARLIAMENT
PARLEMENT EUROPÉEN PARLAIMINT NA HEORPA PARLAMENTO EUROPEO EIROPAS PARLAMENTS
EUROPOS PARLAMENTAS EURÓPAI PARLAMENT IL-PARLAMENT EWROPEW EUROPEES PARLEMENT
PARLAMENT EUROPEJSKI PARLAMENTO EUROPEU PARLAMENTUL EUROPEAN
EURÓPSKY PARLAMENT EVROPSKI PARLAMENT EUROOPAN PARLAMENTTI EUROPAPARLAMENTET

Service Juridique

SJ-0053/09

D(2009)33915

Luxembourg, le 24 -06- 2009

NOTE A L'ATTENTION DE Monsieur Christian PENNERA

Le Jurisconsulte

Ce document constitue un avis juridique confidentiel, susceptible de bénéficier de la protection du Règlement 1049/2001 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2001, sur l'accès du public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission. Le Parlement européen réserve tous ses droits en cas de divulgation non autorisée par lui.

Objet : GT Transparence

1. Le groupe de travail s'est réuni au Conseil le 3 juin 2009. Etaient présents :
- et 1
. (Commission),
. (Conseil),
. (Parlement).
2. Ont été discutés les sujets suivants :
 - accès aux décisions *sub iudice* ;
 - accès aux demandes préjudiciales notifiées aux institutions ;
 - accès à un PV d'une réunion du Comité de surveillance de l'OLAF.
3. Dans l'affaire T-82/09, la décision de refus du Parlement a été attaquée par qui sollicitait l'accès à la liste des MPE qui profitent du système de pension volontaire complémentaire. La décision de refus constitue une annexe à la requête introductory d'instance. Un tiers a introduit une demande d'accès au même document. La question se pose de savoir si le Parlement doit refuser l'accès à la décision parce que le document sollicité est *sub iudice*, article 4, paragraphe 2, 2^e tiret, première alternative du règlement n° 1049/2001. Pour mémoire, le refus faisant l'objet du recours T-82/09 était basé sur une application de l'article 4, paragraphe 1, sous b) du règlement n° 1049/2001.
4. Les collègues de la COM étaient contre l'application de l'exception en faveur des procédures judiciaires. En cas de demande, la COM donne accès aux décisions attaquées pourvu qu'aucune des autres exceptions ne soit applicable. Cependant, la COM noircit le nom et l'adresse du destinataire de la décision litigieuse. En outre, une bonne partie des décisions de la COM sont publiées sur la base d'autres dispositions, par exemple en matière de concurrence.

5. Les collègues du CSL ne sont pas confrontés avec ce problème. Les décisions de refus font l'objet d'un examen du groupe de travail transparence du Conseil. Elles sont donc traitées comme documents de réunion et deviennent, de ce fait, des documents publiquement accessibles.
6. J'ai argumenté en faveur de l'application de l'exception de l'article 4, paragraphe 2, 2^e tiret du règlement n° 1049/2001. Les mémoires soumis dans le cadre des procédures devant les juridictions communautaires tombent sous le régime de l'article 20 du Statut de la Cour. Ils sont transmis aux autres parties par le greffier. Aucune tierce personne, privée ou publique, ne peut accéder au dossier de l'affaire ou aux pièces de procédure sans l'autorisation expresse du président du Tribunal ou - lorsque l'affaire est encore pendante, du président de la formation de jugement saisie de l'affaire - des parties entendues (article 5, paragraphe 7, des instructions au greffier du Tribunal de première instance).
7. Ensuite, le groupe a discuté une autre question concernant également l'exception de l'article 4, paragraphe 2, 2^e tiret, à savoir : est-ce qu'une institution peut donner accès à une demande préjudiciable qui lui a été transmise par la Cour ? Le Parlement a récemment reçu une telle requête après la transmission de la demande préjudiciale mais avant une publication au Journal officiel. En plus, la phase de décision de savoir si le Parlement dépose des observations sur la demande ou non n'était pas encore terminée.
8. a proposé de faire une distinction entre l'accès à la lettre de transmission et l'accès à la demande préjudiciale. L'institution pourrait donner accès au premier document et le refuser au second. Ainsi, on donnerait au demandeur l'occasion d'examiner s'il est effectivement intéressé par le document en annexe ou s'il a seulement demandé parce qu'il a trouvé intéressant le titre mentionné dans le Registre.
9. a proposé de consulter la Cour en application de l'article 4, paragraphe 4, du règlement n° 1049/2001. L'institution a reçu le document de la part de la Cour qui est un tiers au sens de cette disposition.
10. Tout comme pour la divulgation d'une décision annexée au mémoire introductif d'instance, j'ai argumenté en faveur d'une application de l'exception de l'article 4, paragraphe 2, 2^e tiret du règlement n° 1049/2001. Il s'agit d'un document que l'institution reçoit en qualité de partie qui peut formuler des observations sur une demande préjudiciale en cours. Selon la jurisprudence API, au moins jusqu'à l'audience, les documents de procédure reçus et transmis dans ce cadre sont couverts par cette exception.
11. Le troisième sujet délibéré fut celui de l'accès aux PV établis suite aux réunions du Comité de surveillance d'OLAF. Le Parlement est confronté à une demande de] qui s'est adressé au secrétariat de la COCOBU afin d'obtenir un tel document. Ce secrétariat a reçu une réponse contradictoire de la part du secrétariat de ce Comité. D'un côté, il y est dit que ces documents sont considérés comme des documents publics. D'un autre côté, il y est stipulé que les députés peuvent accéder à ces pièces pour les besoins de leur activité. Il se pose la question de savoir si le secrétariat de la COCOBU doit s'adresser au Comité de surveillance d'OLAF ou est-ce qu'il peut renvoyer directement à OLAF ?
12. Les différentes procédures impliquent aussi des différences au niveau des conséquences pour la publicité des documents. Le Parlement, représenté par la COCOBU, dispose d'un droit d'accès privilégié mais, en contrepartie, doit préserver la confidentialité de ces documents. En revanche, si le règlement n° 1049/2001 est applicable à ces documents, la décision quant à leur divulgation incombe à OLAF et sa décision produit des effets *erga omnes*.

13. Selon les documents d'OLAF et du Comité de surveillance sont des documents de la Commission. Sur la base du règlement intérieur d'OLAF, il s'agit de documents qui sont, en principe, confidentiels. Selon la répartition des tâches en matière de traitement des demandes d'accès, il incombe au Directeur d'OLAF et non pas à la Commission de décider quant aux demandes confirmatives. Par conséquent, le règlement n° 1049/2001 est applicable aux documents d'OLAF et de son Comité de surveillance. Il pourrait donc introduire une demande d'accès sur la base du règlement n° 1049/2001.
14. a signalé que le Conseil a reconnu, dans la pratique, un droit d'accès privilégié à certains députés du Parlement, notamment les rapporteurs. S'ils ont besoin pour leur travail de parlementaires d'un accès à un document donné, ils peuvent s'adresser à l'unité compétente en la matière. Cette unité décide si un accès peut être octroyé ou pas. Le projet de réponse est soumis au Service juridique du Conseil qui l'examine et transmet le document, le cas échéant, au MPE en question. Cette pratique ne repose pas sur un accord écrit ni sur d'autres règles écrites adoptées par le Conseil.
15. a ajouté qu'une telle pratique existe également à la Commission. Cependant, la réponse ne passe pas par le Service juridique. Il n'existe pas non plus de dispositions écrites à cet égard.
16. a soulevé la question de l'accès du public aux documents traités en procédure de comitologie. En référence à la jurisprudence *Turco, Borax et Muñiz*, le Parlement est confronté à la pression des lobbyistes qui sollicitent la publication de tout projet de décision dès sa transmission au Parlement. Dans la pratique, seuls les documents relatifs à des projets pour lesquels le rapporteur du Parlement a des doutes quant au respect des prérogatives législatives du Parlement sont publiés en tant que documents de commission. Il paraît qu'il y a même une différence de pratique au niveau des commissions du Parlement. Les collègues de la Commission et du Conseil étaient contre un élargissement de la divulgation de ces documents, notamment parce qu'il s'agit de documents préparatoires.
17. La prochaine réunion aura lieu en septembre à la Commission. Le jour et l'heure sont encore à fixer.

Vu :

Copie : MM. les directeurs
Mme et MM. les coordinateurs



ЕВРОПЕЙСКИ ПАРЛАМЕНТ PARLAMENTO EUROPEO EVROPSKÝ PARLAMENT EUROPA-PARLAMENTET
EUROPÄISCHES PARLAMENT EUROPA PARLAMENT EYRÓPAÍKO KOINOBÓYAO EUROPEAN PARLIAMENT
PARLEMENT EUROPÉEN PARLAIMINT NA HEORPA PARLAMENTO EUROPEO EIROPAS PARLAMENTS
EUROPOS PARLAMENTAS EURÓPAI PARLAMENT IL-PARLAMENT EWROPEW EUROPEES PARLEMENT
PARLAMENT EUROPEJSKI PARLAMENTO EUROPEU PARLAMENTUL EUROPEAN
EURÓPSKY PARLAMENT EVROPSKI PARLAMENT EUROOPAN PARLAMENTTI EUROPAPARLAMENTET

Service Juridique

SJ-0053/09

D(2009)66441

Luxembourg, le 14 DEC. 2009

NOTE A L'ATTENTION DE Monsieur Christian PENNERA

Le Jurisconsulte

Ce document constitue un avis juridique confidentiel, susceptible de bénéficier de la protection du Règlement 1049/2001 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2001 sur l'accès du public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission.
Le Parlement européen réserve tous ses droits en cas de divulgation non autorisée par lui.

Objet : GT Transparence

1. Le groupe de travail s'est réuni au Parlement le 1^{er} décembre 2009. Etaient présents :

(Commission),
(Conseil),
(Parlement).

2. Ont été discutés les sujets suivants :

- calcul des délais ;
 - code de conduite administratif ;
 - réunion de haut niveau ;
 - traitement des documents concernant les actes délégués ;
 - traitement des documents du futur Service européen pour l'action extérieure ;
 - jurisprudence récente.
3. Les participants se sont mis d'accord sur le fait que le calcul des délais relatifs à une demande d'accès s'effectue sur la base du règlement 1182/71. Conformément à l'article 3 de ce règlement, le délai de quinze jours ouvrables commence à courir à partir du lendemain du jour où la demande d'accès a été enregistrée.
4. En ce qui concerne le Code de conduite proposé par le Médiateur dans son rapport spécial faisant suite à une enquête de sa propre initiative sur l'existence, au sein de chaque institution ou organe communautaire, d'un code accessible au public et relatif à la bonne conduite administrative (C5-0438/2000), il fut constaté que le Parlement avait déjà salué ce code dans sa résolution du 6 septembre 2001 suite au rapport de la commission des pétitions

et aux avis de la commission des libertés et des droits des citoyens, de la justice et des affaires intérieures et de la commission juridique et du marché intérieur (A5-0245/2001). Contrairement à la demande contenue dans la résolution du Parlement, la Commission n'a jamais présenté de proposition législative relative à un règlement établissant un Code de bonne conduite administrative. Pour cette raison, dans la pratique, les trois institutions appliquent les différents codes de conduite adoptés par leurs institutions respectives et non pas le texte proposé par le Médiateur et publié sur son site web.

5. a informé le groupe que, sur invitation de la Présidence suédoise, la prochaine réunion interinstitutionnelle de haut niveau se déroulera le 15 décembre à Strasbourg. Figurent à l'ordre du jour la question de rendre plus régulières les rencontres de haut niveau (une ou deux fois par an) et la création d'un portail commun aux trois institutions pour accorder l'accès à leurs documents. A cette fin, il est prévu de créer un deuxième sous-groupe technique pour étudier les questions relatives à ce projet et pour trouver des solutions techniques.
6. Ensuite, le groupe a discuté deux questions liées à l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne: D'abord, la question de savoir sous quel régime tomberont les futurs documents concernant les actes délégués (art. 290 TFUE). Un consensus fut trouvé : ils seront traités comme tout autre règlement ou décision de la Commission, donc en tant que documents de la Commission.
7. Ensuite, on a évoqué le sort des documents du futur Service européen pour l'action extérieure. a expliqué que les services du Conseil sont en train de discuter les différentes questions relatives à l'accès à ces documents. Ce service aura une nature hybride. Il paraît logique d'attribuer la compétence de décision concernant les demandes confirmatives à la Haute Représentante de l'Union aux affaires étrangères et à la politique de sécurité. Toutes les questions devront être réglées dans le Statut du Service européen pour l'action extérieure inclusivement la relation avec les archives du Conseil.
8. A la fin de la réunion ont été évoqués les derniers développements dans la jurisprudence: les conclusions dans les affaires jointes C-514/07 P, C-528/07 P et C-532/07 P *API* et C-28/08 P *Bavarian Lager*. Toutes les deux ont été considérées "surprenantes", car la première reconnaît une compétence à la Cour pour décider de l'accès à des documents et crée, ainsi, une nouvelle exception en dehors du règlement n° 1049/2001 et la seconde semble très théorique. Ont été aussi évoquées les conclusions dans les affaires C-362/08 P *Internationaler Hilfsfonds* et C-139/07 P *Technische Glaswerke Ilmenau*. En outre, l'arrêt dans l'affaire T-437/05 *Brink's* fut également discuté. Cette affaire concerne la matière des marchés publics. Dans ce cadre, un soumissionnaire qui n'a pas obtenu le marché a demandé accès aux noms, grades, anciennetés et affectations des membres du comité d'évaluation des offres. La COM a invoqué la protection des données. Le refus ne contenait pas d'information indiquant au demandeur qu'il pouvait introduire une demande confirmative. Pour ce motif, la décision a été caractérisée d'un vice de forme. En plus, le Tribunal a confirmé son approche développée dans l'arrêt *Bavarian Lager*, dans le sens que la divulgation des données à caractère personnel des membres du comité d'évaluation ne concernait pas leur vie privée puisqu'ils étaient nommés en tant que représentants des services intéressés et non à titre personnel.

9. La prochaine réunion aura lieu dans le courant de l'après-midi du 23 février 2010 au Conseil. L'heure reste encore à fixer.

Vu :

Copie : MM. les directeurs
Mme et MM. les coordinateurs



ЕВРОПЕЙСКИ ПАРЛАМЕНТ PARLAMENTO EUROPEO EVROPSKÝ PARLAMENT EUROPA-PARLAMENTET
EUROPÄISCHES PARLAMENT EUROPA PARLAMENT ΕΥΡΩΠΑΪΚΟ ΚΟΙΝΟΒΟΥΛΙΟ EUROPEAN PARLIAMENT
PARLEMENT EUROPÉEN PARLAMENT NA ČEŠSKU PARLAMENTO EUROPEO EIROPAS PARLAMENTS
EUROPOS PARLAMENTAS EURÓPAI PARLAMENT IL-PARLAMENT EWROPEW EUROPEES PARLEMENT
PARLAMENT EUROPEJSKI PARLAMENTO EUROPEU PARLAMENTUL EUROPEAN
EURÓPSKY PARLAMENT EVROPSKI PARLAMENT EUROOPAN PARLAMENTTI EUROPAPARLAMENTET

Service Juridique

SJ-0143/10

D(2010)18116

Luxembourg, le 06 AVR. 2010

NOTE A L'ATTENTION DE Monsieur Christian PENNERA

Le Jurisconsulte

Ce document constitue un avis juridique confidentiel, susceptible de bénéficier de la protection du Règlement 1049/2001 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2001 sur l'accès du public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission.
Le Parlement européen réserve tous ses droits en cas de divulgation non autorisée par lui.

Objet : GT Transparence

1. Le groupe de travail s'est réuni au Parlement le 23 février 2010. Etaient présents :

(Commission),
(Conseil),
(Parlement).

2. Ont été discutés les sujets suivants :

- la jurisprudence récente
- les demandes d'accès formulées par des fonctionnaires.

3. Le groupe de travail a discuté l'arrêt dans les affaires jointes T-355/04 et T-446/04 Co-Frutta / Commission. Cet arrêt clarifie la procédure d'accès aux documents à plusieurs égards. Tout d'abord, le TPI constate que la décision concernant une demande initiale ne constitue pas un acte attaquant mais un acte préparatoire. Seule la décision sur la demande confirmative produit des effets juridiques et peut donc être attaquée en justice (point 36). En outre, le TPI a décidé qu'un refus explicite adopté hors délai remplace un refus implicite (point 45).

4. Ensuite ce fut le tour de discuter l'arrêt dans l'affaire C-362/08 P Internationaler Hilfsfonds / Commission. La Cour a statué l'obligation des institutions de vérifier si une exception précédemment invoquée reste toujours applicable. Les institutions ne peuvent pas invoquer la figure de l'acte confirmatif dans ces situations. Une personne peut présenter des nouvelles demandes d'accès aux mêmes documents sans que l'institution puisse lui opposer les refus d'accès antérieurs (point 59).

5. Au sujet des demandes d'accès formulées par des fonctionnaires, les collègues du CSL signalent que depuis l'affaire Hendrickx (T-376/03), il n'y a pas eu beaucoup de demandes de la part des fonctionnaires du CSL. En principe, ces collègues basent leurs demandes sur le Statut des fonctionnaires. La COM procède à une ré-qualification de la demande lorsqu'on constate que le demandeur dispose de plus de droits en application du Statut des fonctionnaires. La COM informe le demandeur de la ré-qualification.
6. La prochaine réunion aura lieu le 27 avril 2010 au Service juridique du Conseil.

Vu :

Copie : MM. les directeurs
Mmes et MM. les coordinateurs